



CORPORATION WAJAX
Communiqué de presse

Symbole à la TSX : WJX

WAJAX PRÉSENTE SES RÉSULTATS DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2018

Toronto (Ontario), le 9 août 2018 – Corporation Wajax (« Wajax » ou « la Société ») a annoncé aujourd'hui des résultats encourageants pour le deuxième trimestre de 2018 par rapport à l'exercice précédent.

(en millions de dollars, sauf les données par action)

RÉSULTATS CONSOLIDÉS

Produits

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2018	2017 ⁵⁾ (données retraitées)	2018	2017 ⁵⁾ (données retraitées)
Ventes d'équipement	144,6 \$	109,7 \$	268,9 \$	207,5 \$
Location d'équipement	8,9 \$	7,6 \$	16,8 \$	16,0 \$
Pièces industrielles	93,6 \$	87,0 \$	182,5 \$	176,6 \$
Service après-vente	120,3 \$	108,4 \$	226,0 \$	219,7 \$
Autres	15,3 \$	13,2 \$	31,2 \$	25,5 \$

Bénéfice net

12,2 \$ 7,7 \$ 22,0 \$ 14,1 \$

Résultat de base par action^{1), 2)}

0,62 \$ 0,40 \$ 1,13 \$ 0,71 \$

Bénéfice net ajusté^{3), 4)}

13,1 \$ 7,5 \$ 23,5 \$ 13,8 \$

Résultat de base ajusté par action^{1), 2), 3), 4)}

0,67 \$ 0,38 \$ 1,20 \$ 0,70 \$

Faits saillants du deuxième trimestre

- Les produits du deuxième trimestre de 2018 se sont élevés à 382,7 millions de dollars, ce qui représente une progression de 56,8 millions de dollars, ou 17,4 %, comparativement à 325,9 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017. Les facteurs suivants ont contribué à la hausse des produits :
 - D'un point de vue régional, les produits ont augmenté de 28 % dans l'Est canadien, de 16 % dans le centre du Canada et de 10 % dans l'Ouest canadien par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. À l'échelle nationale, la croissance des ventes est attribuable à un large éventail de secteurs, dont la construction, la manutention de matériaux, les pièces industrielles, les groupes électrogènes et l'exploitation minière;
 - Les ventes d'équipement ont progressé en raison surtout de la hausse des ventes dans les secteurs des groupes électrogènes, de l'exploitation forestière, de la manutention de matériaux et de la construction dans le centre et l'Est du Canada et dans le secteur de l'exploitation minière dans l'Est du Canada;

- o Les produits tirés des ventes de pièces industrielles ont augmenté en raison surtout de la hausse des ventes de roulements dans toutes les régions;
- o Les ventes du service après-vente ont progressé du fait essentiellement de l'augmentation des ventes dans le secteur de l'exploitation minière dans toutes les régions, contrée en partie par la baisse des ventes des moteurs et transmissions dans le centre et l'Est du Canada.
- Le BAI a augmenté de 5,4 millions de dollars, ou 40,6 %, pour s'établir à 18,7 millions de dollars au deuxième trimestre de 2018, contre 13,3 millions de dollars pour la période correspondante de 2017.^{3) 5)} L'augmentation d'un exercice à l'autre est attribuable à la hausse des produits et à la baisse des frais de vente et d'administration exprimés en pourcentage des produits, contrebalancées en partie par des coûts de restructuration et d'autres coûts connexes de 1,3 million de dollars pour la période à l'étude.
- Compte tenu de l'amélioration des résultats au chapitre du BAI et de la diminution des charges financières, la Société a dégagé un bénéfice net 12,2 millions de dollars, ou 0,62 \$ par action, au deuxième trimestre de 2018, contre 7,7 millions de dollars, ou 0,40 \$ par action, pour la période correspondante de 2017.³⁾ La Société a dégagé un bénéfice net ajusté de 13,1 millions de dollars, ou 0,67 \$ par action, au deuxième trimestre de 2018, contre 7,5 millions de dollars, ou 0,38 \$ par action, pour la période correspondante de 2017. Le bénéfice net ajusté du deuxième trimestre de 2018 exclut les coûts de restructuration et les autres coûts connexes après impôt.^{3) 5)}
- Le carnet de commandes de la Société s'établissait à 256,9 millions de dollars au 30 juin 2018, en hausse de 51,5 millions de dollars, ou 25 %, par rapport au carnet de commandes au 31 mars 2018, en raison surtout de l'augmentation des commandes dans les secteurs de l'exploitation minière, de la manutention de matériaux et de l'exploitation forestière. Le carnet de commandes de la Société s'est apprécié de 97,2 millions de dollars, ou 61 %, par rapport au deuxième trimestre de 2017, ce qui s'explique essentiellement par l'augmentation des commandes d'équipement dans les secteurs de la construction, de l'exploitation minière, des groupes électrogènes, des services de réparation technique (« SRT ») et de la manutention de matériaux.³⁾
- Les stocks, d'un montant de 354,0 millions de dollars au 30 juin 2018, ont augmenté de 14,4 millions de dollars par rapport au 31 mars 2018, en raison essentiellement de la hausse des stocks dans les secteurs de la construction et de l'exploitation forestière, atténuée par une baisse des stocks dans les secteurs de l'exploitation minière et de la manutention de matériaux.⁵⁾

La Société a déclaré un dividende de 0,25 \$ par action pour le troisième trimestre de 2018, payable le 2 octobre 2018 aux actionnaires inscrits le 14 septembre 2018.

Mark Foote, président et chef de la direction, a commenté les résultats de la Société au deuxième trimestre : « Nous nous réjouissons de constater une forte amélioration d'un exercice à l'autre des résultats du deuxième trimestre. La progression observée dans les catégories du groupe Croissance ciblée, soit la construction, la manutention de matériaux et les SRT traduit une meilleure exécution de notre stratégie. Nous sommes également satisfaits des hausses solides affichées dans pratiquement toutes les autres catégories. Les groupes électrogènes ont connu d'excellents résultats en matière de produits au cours du deuxième trimestre en raison de l'achèvement de projets. Les hausses des ventes du service après-vente dans le secteur de l'exploitation minière ont été accompagnées d'une amélioration sur le plan du carnet de commandes, ce qui annonce des commandes d'équipements importantes.³⁾ L'ensemble des régions ont bien performé et nous sommes très heureux de la croissance dans l'Est et le centre du Canada. Wajax demeure un milieu de travail où la sécurité est la priorité; en fait foi le taux de fréquence des blessures déclarées qui s'est établi à 0,9 au deuxième trimestre. Nous réitérons notre engagement visant à éliminer les blessures et à nous assurer que tous les membres du personnel retournent sains et saufs à la maison à la fin de leur période de travail. »⁶⁾

« En 2018, Wajax prévoit une augmentation du bénéfice net ajusté d'un exercice à l'autre, grâce surtout à la croissance interne des produits.¹⁾ La Société continue de collaborer étroitement avec les principaux fabricants dans le but d'anticiper la demande et de gérer les délais prolongés au titre de la disponibilité des produits. Compte tenu des intentions de la Société d'accroître ses parts de marché dans des catégories hautement concurrentielles, on s'attend à ce que ses marges brutes subissent des pressions. Bien que

Wajax procédera à des investissements planifiés dans des programmes qui feront progresser la stratégie de la Société, une attention constante sera portée au rapport coût-efficacité en général afin de l'aider à gérer la pression attendue sur les marges. Pour l'exercice dans son ensemble, les conditions de marché dans le centre et l'Est du Canada devraient demeurer stables et, même si les conditions dans l'Ouest canadien peuvent encore s'améliorer en 2018, les progrès d'un exercice à l'autre ne devraient pas être aussi importants qu'en 2017 », a poursuivi M. Foote.

Corporation Wajax

Fondée en 1858, Wajax (TSX : WJX) est l'un des fournisseurs de produits et services industriels les plus anciens et les plus diversifiés du Canada. La Société exploite un système de distribution intégré dont les activités incluent des services de vente et de pièces et du soutien technique à une grande variété de clients de secteurs d'activité qui reflètent la diversité de l'économie canadienne, notamment la construction, l'exploitation forestière, l'exploitation minière, les secteurs industriel et commercial, les sables bitumineux, le transport, le traitement des métaux, le secteur public et les services publics et le pétrole et le gaz naturel.

L'objectif de la Société est de devenir le premier fournisseur de produits et services industriels du Canada, en se distinguant au moyen de ses trois capacités de base : l'excellence de sa force de vente, l'étendue et l'efficacité de ses activités de réparation et d'entretien et son aptitude à collaborer étroitement avec ses partenaires fournisseurs, actuels et nouveaux, afin d'élargir constamment la gamme des produits offerts aux clients. La Société croit que la quête de l'excellence dans ces trois champs lui permettra de créer de la valeur pour ses clients, son personnel, ses fournisseurs et ses actionnaires.

La conférence téléphonique portant sur les résultats financiers du deuxième trimestre de Wajax sera diffusée sur le Web. Vous êtes invité à l'écouter en direct en anglais le vendredi 10 août 2018 à 13 h (heure de l'Est). Pour ce faire, veuillez vous rendre à l'adresse wajax.com et cliquer sur le lien menant à la conférence Web sur la page « **Investor Relations** », « **Events and Presentations** », « **2018 Second Quarter Results** » (« Relations avec les investisseurs », « Événements et présentations », « Résultats du deuxième trimestre de 2018 »).

Notes

- 1) Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation aux fins du calcul du résultat de base et dilué par action pour le trimestre clos le 30 juin 2018 s'est établi respectivement à 19 517 436 (19 601 269 en 2017) et à 20 244 879 (20 158 516 en 2017).
- 2) Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation aux fins du calcul du résultat de base et dilué par action pour le semestre clos le 30 juin 2018 s'est établi respectivement à 19 510 808 (19 709 348 en 2017) et à 20 199 244 (20 228 511 en 2017).
- 3) Le « bénéfice net ajusté », le « résultat de base ajusté par action », le « BAIL » et le « carnet de commandes » n'ont pas de signification normalisée prescrite par les PCGR. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR et mesures conformes aux PCGR additionnelles » du rapport de gestion de la Société du deuxième trimestre de 2018.
- 4) Bénéfice net, compte non tenu de ce qui suit :
 - a. Coûts de restructuration et autres coûts connexes de 0,9 million de dollars (recouvrements de 0,2 million de dollars en 2017) après impôt, ou résultat de base et dilué par action de 0,05 \$, pour le trimestre clos le 30 juin 2018 [(0,01)\$ par action en 2017].
 - b. Coûts de restructuration et autres coûts connexes de 2,4 millions de dollars (recouvrements de 0,2 million de dollars en 2017) après impôt, ou résultat de base et dilué par action de 0,12 \$, pour le semestre clos le 30 juin 2018 [(0,01)\$ par action en 2017].
 - c. Profit de 0,9 million de dollars (néant en 2017) après impôt comptabilisé sur la vente de biens, ou résultat de base et dilué par action de (0,05)\$ (néant en 2017) pour le semestre clos le 30 juin 2018.
- 5) La Société a retraité les chiffres des périodes comparatives de ses états du résultat net et de la situation financière de 2017 en raison de l'adoption au 1^{er} janvier 2018 de l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*. Se reporter à la rubrique « Changement de méthodes comptables » du rapport de gestion du deuxième trimestre de 2018.

- 6) Le taux de fréquence des blessures déclarées est une méthode de calcul de la fréquence des blessures couramment utilisée par les sociétés industrielles. Il représente le nombre total d'incidents déclarés multiplié par 200 000 heures de travail et divisé par le nombre réel d'heures travaillées. Un incident déclaré est un incident qui nécessite un traitement médical autre que les premiers soins.

Mise en garde concernant l'information prospective

Le présent communiqué de presse contient des énoncés prospectifs et de l'information prospective au sens des lois sur les valeurs mobilières applicables (collectivement, les « énoncés prospectifs »). Ces énoncés portent sur des événements futurs ou sur la performance future de la Société. Tous les énoncés, à l'exception des énoncés concernant des faits historiques, constituent des énoncés prospectifs. On reconnaît souvent, mais pas toujours, les énoncés prospectifs à l'emploi de termes et d'expressions comme « prévoir », « s'attendre à », « avoir l'intention », « planifier », « croire », « estimer », « projeter », ou des variantes de ces termes et expressions ou leur forme négative, ou des déclarations selon lesquelles certaines mesures ou certains événements ou résultats « peuvent », « devraient », « pourraient » ou « pourront », ou non, être prises, survenir ou se matérialiser. Ces énoncés comportent des risques et des incertitudes connus et inconnus et d'autres facteurs que la Société ne peut prédire ou contrôler et qui peuvent faire en sorte que les résultats, la performance et les réalisations réels diffèrent considérablement de ceux formulés, implicitement ou explicitement, dans ces énoncés prospectifs. Rien ne garantit que les énoncés prospectifs se concrétiseront. Par conséquent, le lecteur ne doit pas s'y fier indûment. Les énoncés prospectifs figurant dans le présent communiqué de presse ne sont valables qu'en date du présent communiqué de presse, ils reflètent les opinions actuelles de la direction et ils sont fondés sur l'information dont cette dernière dispose à l'heure actuelle. Même si la direction croit que les attentes dont il est fait état dans ces énoncés prospectifs sont raisonnables, rien ne garantit qu'elles s'avéreront exactes. Les énoncés prospectifs figurant dans le présent communiqué de presse ont notamment trait à nos attentes et à nos perspectives pour 2018, y compris celles à l'égard du bénéfice net ajusté et des marges brutes d'un exercice à l'autre, de même que nos attentes selon lesquelles l'attention que nous portons au rapport coût-efficacité nous permettra de compenser les investissements planifiés dans notre stratégie et notre gestion de la pression attendue sur les marges; à nos perspectives quant aux conditions régionales des marchés au Canada, y compris nos attentes selon lesquelles, bien que les conditions de marché dans l'Ouest canadien puissent continuer de s'améliorer en 2018, les progrès d'un exercice à l'autre ne devraient pas être aussi importants qu'en 2017; à notre ambition de devenir le premier fournisseur de produits et services industriels au Canada, en se distinguant au moyen de nos capacités de base; et à notre conviction qu'en atteignant l'excellence dans nos champs de capacités de base, Wajax créera de la valeur pour ses clients, son personnel, ses fournisseurs et ses actionnaires. Ces énoncés reposent sur un certain nombre d'hypothèses qui pourraient se révéler inexactes, entre autres, des hypothèses formulées à l'égard de la conjoncture économique commerciale en général; l'offre et la demande pour le pétrole, le gaz naturel et d'autres marchandises ainsi que le cours du pétrole et des autres marchandises et leur volatilité; les conditions des marchés financiers, y compris les taux d'intérêt; notre capacité à mettre la version actualisée de notre plan stratégique, y compris le perfectionnement de nos capacités de base, l'établissement de priorités en matière de croissance interne, la capacité de conclure et d'intégrer les acquisitions et la mise en place réussie de nouvelles plateformes de technologie de l'information de même que des nouveaux systèmes et logiciels; notre capacité à tirer parti de tous les avantages découlant de notre réorganisation stratégique de 2016, notamment des économies de coûts et des gains de productivité; la performance financière future de la Société; la performance financière future de la Société; les coûts de cette dernière; la concurrence sur ses marchés; l'aptitude de celle-ci à attirer et à fidéliser le personnel compétent, sa capacité d'acquérir des produits et des stocks de qualité et d'entretenir des relations avec ses fournisseurs, les membres de son personnel et ses clients. La liste qui précède n'est pas exhaustive. Des facteurs pourraient faire en sorte que les résultats réels soient sensiblement différents, notamment, la détérioration de la conjoncture économique et commerciale en général, la volatilité de l'offre et de la demande pour le pétrole, le gaz naturel et les autres marchandises ainsi que de leur cours; la poursuite ou le prolongement de la chute du cours du pétrole ou du gaz naturel, la fluctuation des conditions des marchés financiers, y compris les taux d'intérêt; le niveau de la demande pour les produits et services que nous offrons et leurs prix; le niveau de confiance et les dépenses des clients; l'acceptation de nos produits sur les marchés; la résiliation de contrats de distribution ou de contrats avec les fabricants d'équipement d'origine; des difficultés imprévues d'ordre opérationnel (comme la défaillance d'une usine, d'un équipement ou du mode de fonctionnement conformément aux spécifications ou aux attentes, la flambée des coûts, notre incapacité à réduire les coûts à la suite du ralentissement des activités du marché, le manque de produits ou de stocks de qualité, l'interruption de l'approvisionnement, les moyens de pression et les incidents imprévus touchant la santé, la sécurité et l'environnement); notre aptitude à attirer et

à conserver le personnel compétent et notre capacité à entretenir les relations avec nos fournisseurs, nos employés et nos clients. La liste qui précède n'est pas exhaustive. Le lecteur peut obtenir de plus amples renseignements sur les risques et incertitudes associés à ces énoncés prospectifs et aux activités de la Société dans la notice annuelle de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, qui est déposée dans SEDAR. Les énoncés prospectifs contenus dans ce communiqué de presse sont présentés entièrement sous réserve de la présente mise en garde. La Société ne s'engage aucunement à publier une mise à jour de ces énoncés prospectifs, que ce soit pour tenir compte de nouveaux renseignements ou d'événements postérieurs ou pour d'autres motifs, à moins que ce ne soit exigé en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables.

Pour un complément d'information, consulter notamment le rapport annuel de Wajax dans le site Web de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec les personnes suivantes :

Mark Foote, président et chef de la direction
Courriel : mfoote@wajax.com

Darren Yaworsky, chef des finances
Courriel : dyaworsky@wajax.com

Trevor Carson, vice-président, Planification financière et gestion des risques
Courriel : tcarson@wajax.com

Téléphone : 905-212-3300

Corporation Wajax

Rapport de gestion – T2 2018

Le rapport de gestion qui suit traite de la situation financière et des résultats d'exploitation consolidés de Corporation Wajax (« Wajax » ou la « Société ») pour le trimestre clos le 30 juin 2018. Ce rapport de gestion doit être lu à la lumière de l'information contenue dans les états financiers intermédiaires consolidés résumés non audités de la Société et les notes y afférentes du trimestre clos le 30 juin 2018, les états financiers consolidés audités annuels de la Société et les notes y afférentes de l'exercice clos le 31 décembre 2017 et le rapport de gestion connexe. Les renseignements contenus dans le présent rapport de gestion sont fondés sur l'information dont disposait la direction en date du 9 août 2018.

La direction est responsable de l'information communiquée dans ce rapport de gestion ainsi que dans les états financiers intermédiaires consolidés résumés non audités et les notes y afférentes, et a mis en place des systèmes d'information, des procédures et des contrôles appropriés visant à assurer que l'information utilisée en interne par la direction et communiquée en externe est essentiellement complète et fiable. Le conseil d'administration de Wajax a approuvé ce rapport de gestion ainsi que les états financiers intermédiaires consolidés résumés non audités et les notes y afférentes. En outre, le comité d'audit de Wajax joue, au nom du conseil d'administration, un rôle de surveillance à l'égard de la communication de toute l'information financière faite au public par Wajax et a passé en revue ce rapport de gestion ainsi que les états financiers intermédiaires consolidés résumés non audités et les notes y afférentes.

Sauf indication contraire, toute l'information financière comprise dans le présent rapport de gestion est exprimée en millions de dollars canadiens, sauf les données sur les calculs des ratios, les actions et les droits visant des actions et les données par action. On peut obtenir de l'information supplémentaire, notamment dans le rapport annuel et dans la notice annuelle de Wajax, dans le site Web de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

Vue d'ensemble de Corporation Wajax

Fondée en 1858, Wajax (TSX : WJX) est l'un des fournisseurs de produits et services industriels les plus anciens et les plus diversifiés du Canada. La Société exploite un système de distribution intégré dont les activités incluent des services de vente et de pièces et du soutien technique à une grande variété de clients de secteurs d'activité qui reflètent la diversité de l'économie canadienne, notamment la construction, l'exploitation forestière, l'exploitation minière, les secteurs industriel et commercial, les sables bitumineux, le transport, le traitement des métaux, le secteur public et les services publics et le pétrole et le gaz naturel.

L'objectif de la Société est de devenir le premier fournisseur de produits et services industriels du Canada, en se distinguant au moyen de ses trois capacités de base : l'excellence de sa force de vente, l'étendue et l'efficacité de ses activités de réparation et d'entretien et son aptitude à collaborer étroitement avec ses partenaires fournisseurs, actuels et nouveaux, afin d'élargir constamment la gamme des produits offerts aux clients. La Société croit que la quête de l'excellence dans ces trois champs lui permettra de créer de la valeur pour ses clients, son personnel, ses fournisseurs et ses actionnaires.

Orientation stratégique et perspectives

En 2017, la Société a réalisé un examen et une mise à jour approfondis de son plan stratégique, lequel établit les objectifs à l'égard de la croissance interne, des acquisitions et de l'exploitation. Les principaux points de la version actualisée du plan stratégique sont les suivants :

- Les priorités en matière de croissance interne ont été recadrées afin de concentrer les efforts sur les catégories de produits et services qui pourraient permettre à Wajax d'accroître ses parts de marché et pour lesquelles les clients sont moins touchés par les prix des produits de base. Par le passé, les meilleurs et les pires résultats financiers de Wajax ont été directement liés à des catégories sensibles aux prix des produits de base. Sans toutefois faire abstraction du potentiel de croissance de ces importants secteurs d'activité, la stratégie actualisée met l'accent sur les investissements dans les catégories de produits et services qui résistent mieux aux cycles.

- Wajax poursuit l'intégration de son infrastructure, qui était par le passé décentralisée, et elle augmentera les investissements en technologie nécessaires pour réduire le coût de ses services, améliorer l'accès de ses clients à son éventail complet de produits et services et ouvrir de nouveaux circuits de vente. Wajax continuera également de consolider son réseau de succursales physiques et elle maintiendra les investissements dans le service à la clientèle et les installations polyvalentes afin d'améliorer l'uniformité du service à la clientèle et l'accès des clients régionaux à l'éventail complet de produits et services de la Société.
- Les équipes qui interagissent avec les clients bénéficieront d'investissements accrus, principalement les professionnels des ventes et les techniciens. La réorganisation stratégique de la Société a été entreprise en 2016 et a permis de la redimensionner de manière efficace pour l'adapter aux conditions du marché tout en contribuant à mettre en place de meilleures pratiques de vente et de gestion. Maintenant que les bases sont établies, la Société prévoit accroître le recrutement au sein de ses équipes de ventes et de services tout en maintenant le cap sur les économies de coûts liés au personnel des unités de soutien.
- La majeure partie de la croissance de Wajax devrait découler de programmes internes. Ceci dit, Wajax continuera de surveiller les possibilités de réaliser des acquisitions intéressantes qui lui permettraient de mieux servir ses clients actuels et futurs, que ce soit au moyen de l'expansion de son empreinte géographique ou d'une bonification de son portefeuille de produits et services.

En 2018, Wajax prévoit une augmentation du bénéfice net ajusté d'un exercice à l'autre, grâce surtout à la croissance interne des produits¹⁾. Compte tenu des intentions de la Société d'accroître ses parts de marché dans des catégories hautement concurrentielles, on s'attend à ce que ses marges brutes subissent des pressions. Bien que Wajax procèdera à des investissements planifiés dans des programmes qui feront progresser la stratégie de la Société, une attention constante sera portée au rapport coût-efficacité en général afin de l'aider à gérer la pression attendue sur les marges. Pour l'exercice dans son ensemble, les conditions de marché dans le centre et l'Est du Canada devraient demeurer stables et, même si les conditions dans l'Ouest canadien peuvent encore s'améliorer en 2018, les progrès d'un exercice à l'autre ne devraient pas être aussi importants qu'en 2017. Se reporter aux rubriques « Mesures non conformes aux PCGR et mesures conformes aux PCGR additionnelles » et « Mise en garde concernant l'information prospective ».

Faits saillants du trimestre

- Les produits ont augmenté de 56,8 millions de dollars, ou 17 %, pour s'établir à 382,7 millions de dollars au deuxième trimestre de 2018, contre 325,9 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017.²⁾ D'un point de vue régional :
 - o Les produits dans l'Ouest canadien se sont établis à 153,3 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 10 % par rapport à l'exercice précédent en raison d'une progression des ventes dans la plupart des catégories de produits, y compris dans les secteurs de la construction, des groupes électrogènes et de l'exploitation minière, contrebalancée en partie par un recul des ventes dans le secteur de l'exploitation forestière.
 - o Les produits dans le centre du Canada se sont chiffrés à 93,5 millions de dollars, soit une augmentation de 16 % par rapport à l'exercice précédent du fait de la croissance des ventes dans les secteurs des groupes électrogènes, de la manutention de matériaux, de l'exploitation forestière et de l'exploitation minière, contrée en partie par la baisse des ventes du secteur des grues et des services publics.
 - o Les produits dans l'Est canadien se sont élevés à 136,9 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 28 % par rapport à l'exercice précédent, attribuable à une croissance au chapitre des ventes dans la plupart des catégories de produits, notamment les secteurs de la construction, de la manutention de matériaux, de l'exploitation minière, de l'exploitation forestière, des groupes électrogènes et des pièces industrielles.

- Les frais de vente et d'administration exprimés en pourcentage des produits ont diminué de 180 points de base pour s'établir à 13,5 % au deuxième trimestre de 2018, en comparaison de 15,3 % pour la période correspondante de 2017. Les frais de vente et d'administration ont augmenté de 1,8 million de dollars par rapport au deuxième trimestre de 2017, du fait principalement d'une hausse des coûts liés au personnel et des charges liées aux ventes.
- La marge du BAIIA ajusté a augmenté pour s'établir à 6,8 % au deuxième trimestre de 2018, comparativement à 5,7 % pour la période correspondante de 2017. Le BAIIA ajusté exclut les coûts de restructuration et les autres coûts connexes.^{1) 2)}
- Le BAIL a augmenté de 5,4 millions de dollars, ou 40,6 %, pour s'établir à 18,7 millions de dollars au deuxième trimestre de 2018, contre 13,3 millions de dollars pour la période correspondante de 2017.^{1) 2)} L'augmentation d'un exercice à l'autre est attribuable à la hausse des produits et à la baisse des frais de vente et d'administration exprimés en pourcentage des produits, contrebalancées en partie par des coûts de restructuration et d'autres coûts connexes de 1,3 million de dollars pour la période à l'étude.
- Compte tenu de l'amélioration des résultats au chapitre du BAIL et de la diminution des charges financières, la Société a dégagé un bénéfice net 12,2 millions de dollars, ou 0,62 \$ par action, au deuxième trimestre de 2018, contre 7,7 millions de dollars, ou 0,40 \$ par action, pour la période correspondante de 2017. La Société a dégagé un bénéfice net ajusté de 13,1 millions de dollars, ou 0,67 \$ par action, au deuxième trimestre de 2018, contre 7,5 millions de dollars, ou 0,38 \$ par action, pour la période correspondante de 2017. Le bénéfice net ajusté du deuxième trimestre de 2018 exclut les coûts de restructuration et les autres coûts connexes après impôt.^{1) 2)}
- Le carnet de commandes de la Société s'établissait à 256,9 millions de dollars au 30 juin 2018, en hausse de 51,5 millions de dollars, ou 25 %, par rapport au carnet de commandes au 31 mars 2018, en raison surtout de l'augmentation des commandes dans les secteurs de l'exploitation minière, de la manutention de matériaux et de l'exploitation forestière. Le carnet de commandes de la Société s'est apprécié de 97,2 millions de dollars, ou 61 %, par rapport au deuxième trimestre de 2017, ce qui s'explique essentiellement par l'augmentation des commandes d'équipement dans les secteurs de la construction, de l'exploitation minière, des groupes électrogènes et de la manutention de matériaux.¹⁾
- Les stocks, d'un montant de 354,0 millions de dollars au 30 juin 2018, ont augmenté de 14,4 millions de dollars par rapport au 31 mars 2018, en raison essentiellement de la hausse des stocks dans les secteurs de la construction et de l'exploitation forestière, atténuée par une baisse des stocks dans les secteurs de l'exploitation minière et de la manutention de matériaux.
- Les fonds de roulement de 335,9 millions de dollars au 30 juin 2018 ont augmenté de 23,7 millions de dollars par rapport au 31 mars 2018 du fait essentiellement de l'accroissement des clients et autres débiteurs et des niveaux de stocks, ce qui a été contrebalancé en partie par la hausse des créditeurs et charges à payer. Au 30 juin 2018, les fonds de roulement en pourcentage des ventes selon une moyenne mobile 12 mois se sont établis à 22,2 %, ce qui représente une progression de 20 points de base par rapport au 31 mars 2018.^{1) 2)}
- Le ratio de levier financier de la Société a augmenté légèrement pour s'établir à 2,18 fois au 30 juin 2018, comparativement à 2,12 fois au 31 mars 2018.^{1) 2)} Cette augmentation du ratio de levier financier s'explique avant tout par l'accroissement des clients et autres débiteurs et des stocks, ce qui a été atténué par une hausse du BAIIA ajusté des douze derniers mois.

1) Le « carnet de commandes », le « ratio de levier financier », le « bénéfice net ajusté », la « marge du BAIIA », le « BAIIA ajusté » et la « marge du BAIIA ajusté » n'ont pas de signification normalisée prescrite par les principes comptables généralement reconnus (les « PCGR »). Le « BAIL » et le « fonds de roulement » sont des mesures conformes aux PCGR additionnelles. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR et mesures conformes aux PCGR additionnelles ».

2) La Société a retraité les chiffres des périodes comparatives de ses états du résultat net et de la situation financière de 2017 en raison de l'adoption au 1^{er} janvier 2018 de l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*. Se reporter à la rubrique « Changement de méthodes comptables ».

Sommaire des résultats d'exploitation

Faits saillants de l'état du résultat net	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2018	2017 (données retraitées) ⁽⁵⁾	2018	2017 (données retraitées) ⁽⁵⁾
Produits	382,7 \$	325,9 \$	725,5 \$	645,4 \$
Marge brute	71,7 \$	62,9 \$	138,0 \$	123,8 \$
Frais de vente et d'administration	51,7 \$	49,9 \$	100,7 \$	99,5 \$
Coûts de restructuration et autres coûts connexes (recouvrements)	1,3 \$	(0,3) \$	3,3 \$	(0,3) \$
Bénéfice avant charges financières et impôt sur le résultat ⁽¹⁾	18,7 \$	13,3 \$	34,1 \$	24,7 \$
Charges financières	2,0 \$	2,6 \$	3,7 \$	5,2 \$
Bénéfice avant impôt sur le résultat ⁽¹⁾	16,8 \$	10,7 \$	30,4 \$	19,5 \$
Charge d'impôt sur le résultat	4,6 \$	2,9 \$	8,4 \$	5,4 \$
Bénéfice net	12,2 \$	7,7 \$	22,0 \$	14,1 \$
- Résultat de base par action ^{(2), (3)}	0,62 \$	0,40 \$	1,13 \$	0,71 \$
- Résultat dilué par action ^{(2), (3)}	0,60 \$	0,38 \$	1,09 \$	0,69 \$
Bénéfice net ajusté ^{(1), (4)}	13,1 \$	7,5 \$	23,5 \$	13,8 \$
- Résultat de base ajusté par action ^{(1), (2), (3), (4)}	0,67 \$	0,38 \$	1,20 \$	0,70 \$
- Résultat dilué ajusté par action ^{(1), (2), (3), (4)}	0,65 \$	0,37 \$	1,16 \$	0,68 \$
BAIIA ajusté ⁽¹⁾	25,9 \$	18,5 \$	47,6 \$	35,3 \$
Principaux ratios				
Marge bénéficiaire brute	18,7 %	19,3 %	19,0 %	19,2 %
Frais de vente et d'administration exprimés en pourcentage des produits	13,5 %	15,3 %	13,9 %	15,4 %
Marge du BAII ⁽¹⁾	4,9 %	4,1 %	4,7 %	3,8 %
Marge du BAIIA ajusté ⁽¹⁾	6,8 %	5,7 %	6,6 %	5,5 %
Taux d'impôt effectif	27,6 %	27,6 %	27,6 %	27,8 %

Faits saillants de l'état de la situation financière	30 juin 2018	31 mars 2018	31 décembre 2017 (données retraitées) ⁽⁴⁾
Aux			
Clients et autres débiteurs	218,1 \$	200,3 \$	203,9 \$
Stocks	354,0 \$	339,6 \$	313,2 \$
Créditeurs et charges à payer	(241,5) \$	(225,5) \$	(229,5) \$
Autres montants liés au fonds de roulement ⁽¹⁾	5,4 \$	(2,2) \$	13,0 \$
Fonds de roulement ⁽¹⁾	335,9 \$	312,2 \$	300,8 \$
Équipement de location	64,2 \$	58,9 \$	61,3 \$
Immobilisations corporelles	42,1 \$	43,8 \$	43,9 \$
Dette à long terme nette ⁽¹⁾	188,6 \$	170,1 \$	154,9 \$
Principal ratio			
Ratio de levier financier ⁽¹⁾	2,18	2,12	2,08

- 1) Ces mesures n'ont pas de signification normalisée prescrite par les PCGR. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR et mesures conformes aux PCGR additionnelles ».
- 2) Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation aux fins du calcul du résultat de base et dilué par action pour le trimestre clos le 30 juin 2018 s'est établi respectivement à 19 517 436 (19 601 269 en 2017) et à 20 244 879 (20 158 516 en 2017).
- 3) Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation aux fins du calcul du résultat de base et dilué par action pour le semestre clos le 30 juin 2018 s'est établi respectivement à 19 510 808 (19 709 348 en 2017) et à 20 199 244 (20 228 511 en 2017).
- 4) Bénéfice net, compte non tenu de ce qui suit :
 - a. Coûts de restructuration et autres coûts connexes de 0,9 million de dollars (recouvrements de 0,2 million de dollars en 2017) après impôt, ou résultat de base et dilué par action de 0,05 \$, pour le trimestre clos le 30 juin 2018 [(0,01)\$ par action en 2017].
 - b. Coûts de restructuration et autres coûts connexes de 2,4 millions de dollars (recouvrements de 0,2 million de dollars en 2017) après impôt, ou résultat de base et dilué par action de 0,12 \$, pour le semestre clos le 30 juin 2018 [(0,01)\$ par action en 2017].
 - c. Profit de 0,9 million de dollars (néant en 2017) après impôt comptabilisé sur la vente de biens, ou résultat de base et dilué par action de (0,05) \$ (néant en 2017) pour le semestre clos le 30 juin 2018.
- 5) La Société a retraité les chiffres des périodes comparatives de ses états du résultat net et de la situation financière de 2017 en raison de l'adoption au 1^{er} janvier 2018 de l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*. Se reporter à la rubrique « Changement de méthodes comptables ».

Résultats d'exploitation

Produits

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2018	2017 (données retraitées)	2018	2017 (données retraitées)
Ventes d'équipement	144,6 \$	109,7 \$	268,9 \$	207,5 \$
Pièces industrielles	93,6	87,0	182,5	176,6
Service après-vente	120,3	108,4	226,0	219,7
Autres	15,3	13,2	31,2	25,5
Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients	373,8	318,3	708,7	629,3
Location d'équipement	8,9	7,6	16,8	16,0
Total des produits	382,7 \$	325,9 \$	725,5 \$	645,4 \$

Au deuxième trimestre de 2018, les produits ont augmenté de 17,4 %, ou 56,8 millions de dollars, pour s'établir à 382,7 millions de dollars, contre 325,9 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017. Cette augmentation des produits s'explique notamment par les facteurs énumérés précédemment concernant les résultats régionaux, ainsi que par les facteurs suivants :

- les ventes d'équipement ont progressé en raison surtout de la hausse des ventes dans les secteurs des groupes électrogènes, de l'exploitation forestière, de la manutention de matériaux et de la construction dans le centre et l'Est du Canada et dans le secteur de l'exploitation minière dans l'Est du Canada;
- les produits tirés des ventes de pièces industrielles ont augmenté en raison surtout de la hausse des ventes de roulements dans toutes les régions;
- les ventes du service après-vente ont progressé du fait essentiellement de l'augmentation des ventes dans le secteur de l'exploitation minière dans toutes les régions, contrée en partie par la baisse des ventes des moteurs et transmissions dans le centre et l'Est du Canada.

Pour le semestre clos le 30 juin 2018, les produits ont augmenté de 12,4 %, ou 80,1 millions de dollars, pour s'établir à 725,5 millions de dollars, contre 645,4 millions de dollars en 2017. Cette augmentation des produits s'explique par les facteurs suivants :

- les ventes d'équipement ont progressé en raison surtout de la hausse des ventes dans les secteurs de la construction, des groupes électrogènes, de la manutention de matériaux et des moteurs et transmissions dans toutes les régions, atténuée par des ventes moindres dans le secteur des grues et des services publics dans le centre du Canada;
- les produits tirés des ventes de pièces industrielles ont augmenté en raison surtout de la hausse des ventes de roulements dans l'Ouest et l'Est canadiens;
- les ventes du service après-vente ont progressé du fait essentiellement de l'augmentation des ventes de pièces et de services dans le secteur de l'exploitation minière dans toutes les régions, contrée en partie par la baisse des ventes des secteurs de la construction et des moteurs et transmissions dans toutes les régions;
- les ventes « autres » ont augmenté en raison d'une hausse des produits tirés des services de réparation technique (« SRT ») dans toutes les régions.

Carnet de commandes

Au 30 juin 2018, le carnet de commandes s'établissait à 256,9 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 51,5 millions de dollars par rapport au 31 mars 2018, attribuable essentiellement à l'augmentation des commandes dans les secteurs de l'exploitation minière, de la manutention de matériaux et de l'exploitation forestière. Le carnet de commandes a augmenté de 97,2 millions de dollars par rapport au 30 juin 2017, du fait avant tout de la hausse des commandes dans les secteurs de la construction, de l'exploitation minière, des groupes électrogènes et de la manutention de matériaux.

Marge brute

La marge brute a augmenté de 8,8 millions de dollars, ou 13,9 %, au deuxième trimestre de 2018 par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison de l'accroissement des volumes, contrebalancé en partie par une baisse des marges bénéficiaires brutes. Le pourcentage de la marge bénéficiaire brute a diminué, s'établissant à 18,7 % au deuxième trimestre de 2018 alors qu'il était de 19,3 % au trimestre correspondant de l'exercice précédent, ce qui s'explique avant tout par des volumes d'équipement plus élevés et le recul des marges sur les ventes de pièces et de services, atténués par une hausse des marges sur les ventes d'équipement.

Pour le semestre clos le 30 juin 2018, la marge brute s'est accrue de 14,2 millions de dollars, ou 11,5 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, du fait surtout de la hausse des volumes. La marge bénéficiaire brute, établie à 19,0 %, a légèrement diminué par rapport à celle de 19,2 % pour l'exercice précédent,

Frais de vente et d'administration

Les frais de vente et d'administration exprimés en pourcentage des produits ont diminué, passant de 15,3 % au deuxième trimestre de 2017 à 13,5 % au deuxième trimestre de 2018. Les frais de vente et d'administration ont augmenté de 1,8 million de dollars au deuxième trimestre de 2018 par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, du fait principalement des coûts liés au personnel et des charges liées aux ventes plus élevées.

Pour le semestre clos le 30 juin 2018, les frais de vente et d'administration ont augmenté de 1,2 million de dollars par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation découle essentiellement de la hausse des coûts liés au personnel et des charges liées aux ventes, contrée en partie par un profit de 1,1 million de dollars comptabilisé sur la vente de biens au premier trimestre de 2018. Les frais de vente et d'administration exprimés en pourcentage des produits ont diminué, passant de 15,4 % en 2017 à 13,9 % en 2018.

Coûts de restructuration et autres coûts connexes (recouvrements)

Au premier trimestre de 2018, la Société a entrepris une révision de sa fonction finance afin de mieux l'harmoniser à la structure organisationnelle d'une Wajax unifiée. La révision devrait donner lieu à des coûts d'environ 5,6 millions de dollars, ce qui inclut les indemnités de départ, les coûts de gestion de projet et les coûts liés à la main d'œuvre qui fait double emploi de façon provisoire, dont une tranche de 2,6 millions de dollars a été comptabilisée au premier semestre de 2018. Le solde de 3,0 millions de dollars au titre des coûts prévus, se rapportant essentiellement à la gestion de projet et aux coûts liés à la main d'œuvre qui fait double emploi de façon provisoire, sera passé en charges à mesure que les coûts sont engagés sur la durée du projet. La direction prévoit la réalisation quasi complète du projet pour le premier semestre de 2019.

Au cours du premier trimestre de 2018, la Société a également entrepris une réévaluation de la direction au sein de la fonction SRT afin qu'elle cadre mieux elle aussi avec la structure organisationnelle d'une Wajax unifiée. Les coûts liés à la réévaluation sont estimés à 0,5 million de dollars dont une tranche de 0,3 million de dollars a été comptabilisée au cours du premier semestre de 2018. La direction prévoit que la quasi-totalité des coûts estimés sera engagée d'ici le troisième trimestre de 2018.

Au cours du deuxième trimestre de 2018, la Société a engagé des coûts supplémentaires de 0,4 million de dollars au titre des indemnités de départ liées à la réorganisation stratégique de 2016, lesquels ont été passés en charges et payés au cours du trimestre clos le 30 juin 2018. La Société ne prévoit pas de coûts futurs liés à la réorganisation stratégique de 2016.

Charges financières

Les charges financières de 2,0 millions de dollars au deuxième trimestre de 2018 ont diminué de 0,6 million de dollars par rapport à celles du trimestre correspondant de l'exercice précédent, du fait surtout de la réduction des taux d'intérêt moyens liée au rachat des billets de premier rang au quatrième trimestre de 2017, atténuée par la hausse de la dette moyenne. Se reporter à la rubrique « Situation de trésorerie et ressources en capital ».

Pour le semestre clos le 30 juin 2018, les charges financières de 3,7 millions de dollars ont diminué de 1,5 million de dollars par rapport à celles de la période correspondante de 2017, du fait surtout de la réduction des taux d'intérêt moyens liée au rachat des billets de premier rang au quatrième trimestre de 2017, atténuée par la hausse de la dette moyenne. Se reporter à la rubrique « Situation de trésorerie et ressources en capital ».

Charge d'impôt sur le résultat

Le taux d'impôt effectif de la Société s'est établi à 27,6 % au deuxième trimestre de 2018 (27,6 % en 2017), un taux plus élevé que le taux d'impôt prévu par la loi de 26,9 % (26,9 % en 2017), ce qui s'explique par l'incidence de charges non déductibles fiscalement.

Le taux d'impôt effectif de la Société s'est établi à 27,6 % pour le semestre clos le 30 juin 2018 (27,8 % en 2017), un taux plus élevé que le taux d'impôt prévu par la loi de 26,9 % (26,9 % en 2017), ce qui s'explique par l'incidence de charges non déductibles fiscalement.

Bénéfice net

Au deuxième trimestre de 2018, la Société a comptabilisé un bénéfice net de 12,2 millions de dollars, ou 0,62 \$ par action, comparativement à 7,7 millions de dollars, ou 0,40 \$ par action, au deuxième trimestre de 2017. L'augmentation de 4,5 millions de dollars du bénéfice net découle surtout d'une hausse des volumes et de la baisse des charges financières, contrebalancées en partie par des coûts de restructuration et d'autres coûts connexes de 0,9 million de dollars après impôt par rapport à des recouvrements de coûts de restructuration de 0,2 million de dollars après impôt au cours de l'exercice précédent.

Au cours du semestre clos le 30 juin 2018, la Société a comptabilisé un bénéfice net de 22,0 millions de dollars, ou 1,13 \$ par action, comparativement à 14,1 millions de dollars, ou 0,71 \$ par action, pour la période correspondante de 2017. L'augmentation de 7,9 millions de dollars du bénéfice net découle surtout d'une hausse des volumes, de la baisse des charges financières et d'un profit de 0,9 million de dollars après impôt comptabilisé sur la vente de biens au cours de l'exercice à l'étude. Cette augmentation a été contrebalancée en partie par des coûts de restructuration et d'autres coûts connexes de 2,4 millions de dollars après impôt au cours de l'exercice à l'étude par rapport à des recouvrements de coûts de restructuration de 0,2 million de dollars après impôt au cours de l'exercice précédent.

Bénéfice net ajusté (se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR et mesures conformes aux PCGR additionnelles »)

Le bénéfice net ajusté pour le trimestre clos le 30 juin 2018 ne tient pas compte des coûts de restructuration et d'autres coûts connexes de 0,9 million de dollars, ou 0,05 \$ par action après impôt (recouvrements de coûts de restructuration de 0,2 million de dollars après impôt, ou 0,01 \$ par action en 2017).

Ainsi, le bénéfice net ajusté s'est établi à 13,1 millions de dollars, ou 0,67 \$ par action, au deuxième trimestre de 2018, ce qui représente une hausse de 5,6 millions de dollars comparativement au bénéfice net ajusté de 7,5 millions de dollars, ou 0,38 \$ par action, inscrit à la période correspondante de 2017. L'augmentation de 5,6 millions de dollars du bénéfice net ajusté découle surtout d'une hausse des volumes et de la diminution des charges financières.

Le bénéfice net ajusté pour le semestre clos le 30 juin 2018 ne tient pas compte des coûts de restructuration et d'autres coûts connexes de 2,4 millions de dollars après impôt, ou 0,12 \$ par action (recouvrements de coûts de restructuration de 0,2 million de dollars après impôt, ou 0,01 \$ par action en 2017) et du profit de 0,9 million de dollars, ou 0,05 \$ par action (néant en 2017), après impôt comptabilisé sur la vente de biens.

Ainsi, le bénéfice net ajusté s'est établi à 23,5 millions de dollars, ou 1,20 \$ par action, pour le semestre clos le 30 juin 2018, ce qui représente une hausse de 9,7 millions de dollars comparativement au bénéfice net ajusté de 13,8 millions de dollars, ou 0,70 \$ par action, inscrit à la période correspondante de 2017. L'augmentation de 9,7 millions de dollars du bénéfice net ajusté est le fait avant tout d'une hausse des volumes et d'une diminution des charges financières.

Résultat global

Le résultat global total de 12,2 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2018 tient compte d'un bénéfice net de 12,2 millions de dollars et d'un montant de 0,1 million de dollars au titre des autres éléments du résultat global. Au deuxième trimestre de 2017, le résultat global total, établi à 7,2 millions de dollars, était composé d'un bénéfice net de 7,7 millions de dollars et d'une perte de 0,5 million de dollars au titre des autres éléments du résultat global.

Le résultat global total de 22,9 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2018 tient compte d'un bénéfice net de 22,0 millions de dollars et d'un montant de 0,8 million de dollars au titre des autres éléments du résultat global. Au cours de l'exercice à l'étude, le montant de 0,8 million de dollars au titre des autres éléments du résultat global découlait essentiellement d'un profit de 0,8 million de dollars sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie en cours à la clôture de la période. Pour le semestre clos le 30 juin 2017, le résultat global, établi à 13,4 millions de dollars, était composé d'un bénéfice net de 14,1 millions de dollars et d'une perte de 0,6 million de dollars au titre des autres éléments du résultat global. La perte de 0,6 million de dollars au titre des autres éléments du résultat global est le résultat principalement d'une perte de 0,5 million de dollars sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie en cours à la clôture de la période.

Principales informations trimestrielles

Le tableau qui suit présente les principales données financières trimestrielles consolidées non auditées pour les huit derniers trimestres.

	2018		2017 (données retraitées)				2016	
	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3
Produits	382,7 \$	342,7 \$	375,5 \$	297,9 \$	325,9 \$	319,4 \$	313,7 \$	286,6 \$
Bénéfice net	12,2 \$	9,9 \$	7,7 \$	8,7 \$	7,7 \$	6,3 \$	8,9 \$	7,6 \$
Résultat net par action								
- de base	0,62 \$	0,51 \$	0,39 \$	0,44 \$	0,40 \$	0,32 \$	0,45 \$	0,38 \$
- dilué	0,60 \$	0,49 \$	0,38 \$	0,43 \$	0,38 \$	0,31 \$	0,44 \$	0,37 \$

Bien qu'il soit difficile de prévoir les fluctuations trimestrielles des produits et du bénéfice net pendant les périodes de ralentissement des activités du secteur de l'énergie, les résultats du premier trimestre devraient subir l'incidence de la baisse saisonnière. De plus, d'importantes livraisons de tombereaux de chantier et de pelles excavatrices ainsi que d'ensembles de groupes électrogènes sont susceptibles de faire fluctuer les produits et le bénéfice net tout au long de l'exercice.

Pour le quatrième trimestre de 2017, le bénéfice net de 7,7 millions de dollars comprenait un profit de 1,2 million de dollars après impôt comptabilisé sur la vente de biens et des frais de rachat des billets de premier rang de 4,0 millions de dollars après impôt. Compte non tenu du profit comptabilisé sur la vente de biens et des frais de rachat des billets de premier rang, le bénéfice net ajusté s'est établi à 10,5 millions de dollars au quatrième trimestre de 2017. Pour le premier trimestre de 2018, le bénéfice net de 9,9 millions de dollars tient compte de coûts de restructuration et d'autres coûts connexes de 1,4 million de dollars après impôt et d'un profit comptabilisé sur la vente de biens de 0,9 million de dollars après impôt. Compte non tenu des coûts de restructuration et d'autres coûts connexes et du profit comptabilisé sur la vente de biens, le bénéfice net ajusté pour le premier trimestre de 2018 s'est élevé à 10,4 millions de dollars. Au deuxième trimestre de 2018, le bénéfice net de 12,2 millions de dollars comprenait des coûts de restructuration et d'autres coûts connexes de 0,9 million de dollars, après impôt. Compte non tenu des coûts de restructuration et d'autres coûts connexes, le bénéfice net ajusté du deuxième trimestre de 2018 aurait été de 13,1 millions de dollars. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR et mesures conformes aux PCGR additionnelles ».

Pour une analyse des résultats trimestriels précédents de Wajax, consulter les rapports de gestion trimestriels de Wajax déposés dans le site Web de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

Situation financière consolidée

Structure du capital et principales mesures de la situation financière

	30 juin 2018	31 mars 2018	31 décembre 2017 (données retraitées)
Capitaux propres	300,4 \$	292,0 \$	285,3 \$
Dette à long terme nette ¹⁾	188,6	170,1	154,9
Capital total	489,0 \$	462,1 \$	440,2 \$
Ratio de la dette à long terme nette sur le capital total ¹⁾	38,6 %	36,8 %	35,2 %
Ratio de levier financier ¹⁾	2,18	2,12	2,08

1) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR et mesures conformes aux PCGR additionnelles ».

La Société a pour objectif de maintenir son ratio de levier financier entre 1,5 fois et 2,0 fois. Cependant, dans certains cas, la Société peut être disposée à maintenir un ratio de levier financier supérieur ou inférieur à cette fourchette pour soutenir des projets de croissance clé ou faire fluctuer les niveaux du fonds de roulement pendant les variations des cycles économiques. Se reporter à la rubrique « Dette à long terme nette » ci-après.

Capitaux propres

Au 30 juin 2018, les capitaux propres de la Société s'élevaient à 300,4 millions de dollars, en hausse de 8,4 millions de dollars par rapport au 31 mars 2018, étant donné que le bénéfice de 12,2 millions de dollars a été supérieur aux dividendes déclarés de 4,9 millions de dollars. Pour le semestre clos le 30 juin 2018, les capitaux propres de la Société ont augmenté de 15,1 millions de dollars, du fait que le bénéfice de 22,0 millions de dollars a été supérieur aux dividendes déclarés de 9,8 millions de dollars.

Le capital social de la Société est compris dans les capitaux propres au bilan, et se résume comme suit :

	Nombre d'actions ordinaires	Montant
Actions émises et en circulation au 31 décembre 2017	20 026 819	180,6 \$
Actions ordinaires émises au titre du règlement des régimes de rémunération fondée sur des actions	40 843	0,4
Actions émises et en circulation au 30 juin 2018	20 067 662	180,9 \$
Actions détenues en fiducie au 31 décembre 2017 et au 30 juin 2018	(522 712)	(4,7) \$
Actions émises et en circulation, déduction faite des actions détenues en fiducie, au 30 juin 2018	19 544 950	176,2 \$

À la date du présent rapport de gestion, la Société avait 19 544 950 actions ordinaires émises et en circulation, déduction faite des actions détenues en fiducie.

Au 30 juin 2018, Wajax comptait quatre régimes de rémunération fondée sur des actions : le régime d'actionnariat de Wajax (le « RA »), le régime d'unités d'actions différées des administrateurs (le « RUADA »), le régime d'encouragement à moyen terme à l'intention des membres de la haute direction (le « REMT ») et le régime d'unités d'actions différées (le « RUAD »).

Au 30 juin 2018, le nombre de droits en cours était de 368 041 (366 679 en 2017) aux termes du RA et du RUADA (actions propres réglées) et de 672 477 (525 262 en 2017) aux termes du REMT et du RUAD (actions acquises sur le marché réglées). Au 30 juin 2018 et au 30 juin 2017, la totalité des droits aux termes du RA et du RUADA étaient acquis. Selon le niveau de réalisation réel des cibles de performance relatives aux attributions liées au REMT et au RUAD en cours, le nombre d'actions acquises sur le marché nécessaires pour satisfaire les obligations de la Société pourrait être plus ou moins élevé.

Wajax a comptabilisé une charge de rémunération de 1,1 million de dollars pour le trimestre (1,1 million de dollars en 2017) et de 2,0 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2018 (1,9 million de dollars en 2017) à l'égard de ces régimes.

Dettes à long terme nette (se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR et mesures conformes aux PCGR additionnelles »)

	30 juin 2018	31 mars 2018	31 décembre 2017
Dettes bancaires	11,1 \$	13,4 \$	1,7 \$
Obligations au titre du contrat de location-financement	8,7	8,9	9,5
Dettes à long terme	168,8	147,8	143,7
Dettes à long terme nette¹⁾	188,6 \$	170,1 \$	154,9 \$

1) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR et mesures conformes aux PCGR additionnelles ».

La dette à long terme nette, qui s'élevait à 188,6 millions de dollars au 30 juin 2018, a augmenté de 18,5 millions de dollars par rapport à celle de 170,1 millions de dollars inscrite au 31 mars 2018. L'augmentation au cours du trimestre s'explique principalement par des sorties de trésorerie liées aux activités d'exploitation de 11,0 millions de dollars, en raison surtout de la décision de la Société d'augmenter les stocks pour répondre aux ventes futures, des versements de dividendes de 4,9 millions de dollars et des paiements au titre des contrats de location-financement de 1,1 million de dollars.

La dette à long terme nette, qui s'élevait à 188,6 millions de dollars au 30 juin 2018, a augmenté de 33,7 millions de dollars par rapport à celle de 154,9 millions de dollars inscrite au 31 décembre 2017. L'augmentation au cours de la période s'explique principalement par des sorties de trésorerie liées aux activités d'exploitation de 20,2 millions de dollars, en raison surtout de l'augmentation des stocks pour répondre à la demande des clients, des versements de dividendes de 9,8 millions de dollars et des paiements au titre des contrats de location-financement de 2,0 millions de dollars.

Le ratio de la dette à long terme nette sur le capital total de la Société a augmenté, passant de 36,8 % au 31 mars 2018 à 38,6 % au 30 juin 2018, ce qui s'explique essentiellement par la dette à long terme nette plus élevée au cours de la période à l'étude.

Le ratio de levier financier de la Société s'établissait à 2,18 fois au 30 juin 2018, ce qui représente une augmentation par rapport à celui de 2,12 fois enregistré au 31 mars 2018, du fait d'une hausse de la dette atténuée par un BAIIA ajusté des douze derniers mois plus élevé. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR et mesures conformes aux PCGR additionnelles ».

Se reporter à la rubrique « Situation de trésorerie et ressources en capital ».

Instruments financiers

Wajax a recours à des instruments financiers dérivés dans la gestion de ses risques de change et de taux d'intérêt. La Société a pour principe de défendre l'utilisation d'instruments financiers dérivés à des fins de négociation ou de spéculation.

Wajax surveille la proportion qu'occupe la dette à taux variable dans l'ensemble de son portefeuille de dette et pourrait conclure des contrats de couverture de taux d'intérêt pour atténuer une partie du risque de taux d'intérêt sur sa dette à taux variable. Une variation des taux d'intérêt, notamment liée à la dette à taux variable non couverte de la Société, ne devrait pas avoir une incidence significative sur les résultats d'exploitation ou sur la situation financière de la Société à long terme.

Wajax a conclu des contrats de couverture des taux d'intérêt visant à réduire son exposition aux fluctuations des taux d'intérêt s'appliquant à sa dette à taux variable. Tous les contrats de couverture des taux d'intérêt sont comptabilisés à la juste valeur dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires. Au 30 juin 2018, Wajax avait les contrats de couverture de taux d'intérêt en cours suivants :

- Contrats d'un montant de 64,0 millions de dollars qui viennent à échéance entre novembre 2019 et janvier 2023, portant intérêt à un taux moyen pondéré de 2,15 %.

Dans le cours normal de ses activités, Wajax conclut des contrats de change à court terme de gré à gré afin de couvrir le cours de change à l'égard du coût de certains stocks entrants et de couvrir une certaine partie des ventes aux clients réalisées en monnaies étrangères et des créances qui y sont associées. Au 30 juin 2018, Wajax avait les contrats suivants en vigueur :

- contrats visant l'achat de 52,1 millions de dollars américains (l'achat de 48,5 millions de dollars américains au 31 décembre 2017);
- contrats visant la vente de 27,3 millions de dollars américains (la vente de 13,8 millions de dollars américains au 31 décembre 2017).

Les contrats de change en dollars américains, prévoyant un cours de change moyen pondéré \$ US/\$ CA de 1,2788, viennent à expiration entre juillet 2018 et janvier 2020.

Obligations contractuelles

Aucun changement significatif n'a été apporté aux obligations contractuelles de la Société depuis le 31 décembre 2017. Se reporter à la rubrique « Situation de trésorerie et ressources en capital ».

Financement hors bilan

Les ententes de financement hors bilan comprennent des contrats de location simple visant des établissements conclus auprès de différents propriétaires et d'autre matériel, principalement du matériel de bureau. Aucun changement significatif n'a été apporté aux obligations totales de la Société pour l'ensemble des contrats de location simple depuis le 31 décembre 2017.

Bien que les engagements annuels consolidés aux termes des contrats de location de Wajax baissent d'un exercice à l'autre, les contrats de location en vigueur devraient être renouvelés ou remplacés, ce qui aura pour effet de maintenir les engagements contractuels à leurs niveaux actuels. Wajax pourrait également engager des dépenses d'investissement pour acquérir une capacité équivalente.

Au 30 juin 2018, la Société disposait de 96,2 millions de dollars (86,0 millions de dollars au 31 mars 2018) de stocks en consignation d'un grand fabricant, après des dépôts de 8,9 millions de dollars (5,9 millions de dollars au 31 mars 2018). Dans le cours normal de ses activités, Wajax reçoit des marchandises en consignation de la part de ce fabricant, lesquelles sont habituellement vendues ou louées à des clients ou achetées par Wajax. Aux termes du programme de consignation, la Société doit faire des dépôts périodiques au fabricant pour les marchandises en consignation qui sont louées aux clients ou disponibles depuis plus de neuf mois. Ces marchandises en consignation ne sont pas incluses dans les stocks de Wajax puisque le fabricant demeure le propriétaire des biens. Si le programme de consignation de stocks prenait fin, Wajax aurait recours au financement sans intérêt si cette option lui était offerte par le fabricant et (ou) utiliserait sa facilité de crédit pour financer l'achat des stocks.

Bien que la direction estime actuellement que Wajax dispose d'une capacité d'emprunt suffisante, cette dernière pourrait devoir recourir au marché des actions ou au marché des titres d'emprunt ou réduire ses dividendes pour remédier à toute insuffisance aux termes de sa facilité de crédit. Se reporter à la rubrique « Situation de trésorerie et ressources en capital ».

Situation de trésorerie et ressources en capital

Les liquidités de la Société proviennent de diverses sources, notamment les facilités de crédit bancaires et non bancaires et les entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation.

Facilités de crédit bancaires et non bancaires

Au 30 juin 2018, Wajax avait emprunté 174,3 millions de dollars et émis 8,0 millions de dollars de lettres de crédit, ce qui portait à 182,3 millions de dollars l'utilisation de sa facilité de crédit bancaire de 300 millions de dollars. La capacité d'emprunt aux termes de la facilité de crédit bancaire dépend du niveau des stocks disponibles et des créances clients impayées. Au 30 juin 2018, la capacité d'emprunt aux termes de la facilité de crédit bancaire correspondait à 300 millions de dollars.

La facilité est assortie des clauses restrictives habituelles, y compris des restrictions sur le versement des dividendes en espèces et sur le maintien du ratio de couverture des intérêts, qui étaient toutes satisfaites au 30 juin 2018. En particulier, la Société ne peut pas déclarer de dividendes si son ratio de levier financier, tel qu'il est défini dans la convention de la facilité de crédit bancaire, est supérieur à 4,0.

Aux termes de la facilité de crédit bancaire, Wajax est autorisée à contracter des emprunts additionnels portant intérêt de 25 millions de dollars. Elle dispose ainsi d'une facilité de financement sur stocks remboursable à vue pouvant atteindre 25 millions de dollars conclue avec deux prêteurs qui ne sont pas des institutions bancaires. Au 30 juin 2018, Wajax n'avait prélevé aucune somme sur la facilité de financement d'équipement portant intérêt.

Au 9 août 2018, Wajax disposait d'une facilité de crédit bancaire de 300 millions de dollars en plus de facilités de crédit additionnelles de 25 millions de dollars auprès de prêteurs qui ne sont pas des institutions bancaires, ce qui est autorisé aux termes de la facilité de crédit bancaire. Au 30 juin 2018, une tranche de 117,7 millions de dollars était disponible aux termes de la facilité de crédit bancaire et 25 millions de dollars étaient disponibles aux termes des facilités de crédit non bancaires. Wajax maintient des liquidités suffisantes pour satisfaire aux besoins à court terme en fonds de roulement et en dépenses d'investissement de maintien ainsi que pour certains investissements stratégiques. Toutefois, Wajax pourrait devoir recourir au marché des actions ou au marché des titres d'emprunt pour financer des acquisitions importantes.

De plus, la tolérance de la Société au risque de taux d'intérêt diminue ou augmente à mesure que son ratio de levier financier s'accroît ou fléchit. Au 30 juin 2018, une tranche de 64 millions de dollars de la dette à long terme nette de la Société, ou 34 %, portait intérêt à un taux fixe, ce qui est conforme à la politique relative au risque de taux d'intérêt de la Société.

Flux de trésorerie

Le tableau qui suit présente les principales composantes des flux de trésorerie telles qu'elles sont présentées dans les tableaux des flux de trésorerie consolidés résumés des trimestres et des semestres clos le 30 juin 2018 et le 30 juin 2017 :

	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2018	2017 (données retraitées)	Variation	2018	2017 (données retraitées)	Variation
Bénéfice net	12,2 \$	7,7 \$	4,5 \$	22,0 \$	14,1 \$	7,9 \$
Éléments sans incidence sur les flux de trésorerie	13,5	12,4	1,1	24,3	23,9	0,4
Variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement lié aux activités d'exploitation	(23,6)	(7,5)	(16,1)	(44,6)	(17,6)	(27,0)
Charges financières payées	(2,1)	(4,4)	2,3	(3,7)	(4,9)	1,2
Impôt sur le résultat payé	(1,5)	(1,3)	(0,2)	(3,3)	(4,5)	1,2
Entrées d'équipement de location	(10,6)	(3,1)	(7,5)	(16,0)	(6,5)	(9,5)
Autres passifs non courants	1,1	—	1,1	1,0	(0,6)	1,6
(Sorties) entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation	(11,0) \$	3,8 \$	(14,8) \$	(20,2) \$	3,8 \$	(24,0) \$
Sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement	(1,6) \$	(0,1) \$	(1,5) \$	(2,3) \$	(0,5) \$	(1,8) \$
Entrées (sorties) de trésorerie liées aux activités de financement	15,0 \$	(11,3) \$	26,3 \$	13,2 \$	(19,4) \$	32,6 \$

(Sorties) entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation

Les sorties de trésorerie liées aux activités d'exploitation se sont élevées à 11,0 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2018, comparativement à des entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation de 3,8 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. La diminution de 14,8 millions de dollars est essentiellement attribuable à une baisse des entrées de trésorerie découlant des variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement lié aux activités d'exploitation de 16,1 millions de dollars dans le but d'accroître les stocks et à une augmentation de 7,5 millions de dollars des entrées d'équipement de location du fait de la stratégie de la Société d'augmenter son parc de location. Ces diminutions ont été contrebalancées en partie par une hausse du bénéfice net de 4,5 millions de dollars et une réduction des charges financières payées de 2,3 millions de dollars.

Les entrées d'équipement de location se sont établies à 10,6 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2018 (3,1 millions de dollars en 2017) et se rapportent principalement aux chariots élévateurs.

Les sorties de trésorerie liées aux activités d'exploitation se sont élevées à 20,2 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2018, comparativement à des entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation de 3,8 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution de 24,0 millions de dollars est essentiellement attribuable à une baisse des entrées de trésorerie découlant des variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement lié aux activités d'exploitation de 27,0 millions de dollars et à une augmentation de 9,5 millions de dollars des entrées d'équipement de location, atténuée par une hausse du bénéfice net de 7,9 millions de dollars, une baisse des charges financières payées de 1,2 million de dollars et une réduction de l'impôt sur le résultat payé de 1,2 million de dollars.

Les entrées d'équipement de location se sont établies à 16,0 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2018 (6,5 millions de dollars en 2017) et se rapportent principalement aux chariots élévateurs.

Les principaux éléments hors trésorerie du fonds de roulement lié aux activités d'exploitation, ainsi que leurs variations pour les trimestres et les semestres clos le 30 juin 2018 et le 30 juin 2017, se présentent comme suit :

Variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement lié aux activités d'exploitation ¹⁾	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	30 juin 2018	30 juin 2017 (données retraitées)	30 juin 2018	30 juin 2017 (données retraitées)
Clients et autres débiteurs	(17,6) \$	22,6 \$	(13,9) \$	23,6 \$
Actifs sur contrat	(5,0)	0,4	(2,4)	2,9
Stocks	(12,9)	(13,4)	(34,8)	(19,0)
Dépôts sur les stocks	(3,0)	5,7	(2,5)	12,1
Charges payées d'avance	(0,7)	0,3	(1,4)	(0,5)
Créditeurs et charges à payer	16,6	(23,1)	12,0	(36,4)
Provisions	(1,1)	–	(1,8)	(0,3)
Total des variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement lié aux activités d'exploitation	(23,6) \$	(7,5) \$	(44,6) \$	(17,6) \$

1) Augmentation (diminution) des flux de trésorerie.

Les principales composantes des variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement lié aux activités d'exploitation pour le trimestre clos le 30 juin 2018 comparativement au trimestre clos le 30 juin 2017 sont les suivantes :

- Les clients et autres débiteurs ont augmenté de 17,6 millions de dollars en 2018, tandis qu'ils avaient diminué de 22,6 millions de dollars en 2017. La hausse en 2018 découle principalement de l'augmentation des ventes au cours du deuxième trimestre par rapport au trimestre précédent. La baisse en 2017 était attribuable à la diminution des ventes dans le secteur de l'exploitation minière au deuxième trimestre par rapport au premier trimestre.
- Les stocks ont augmenté de 12,9 millions de dollars en 2018, tandis qu'ils avaient augmenté de 13,4 millions de dollars en 2017. L'augmentation en 2018 découle essentiellement de l'accroissement des stocks pour les secteurs de la construction et de l'exploitation forestière, atténué par une diminution des stocks des secteurs de l'exploitation minière et de la manutention de matériaux. L'augmentation en 2017 découlait essentiellement de la hausse des stocks d'équipement et de pièces, contrée en partie par la baisse des stocks d'équipement d'exploitation minière.
- Les créditeurs et charges à payer ont augmenté de 16,6 millions de dollars en 2018, tandis qu'ils avaient connu une baisse de 23,1 millions de dollars en 2017. L'augmentation en 2018 s'explique principalement par un accroissement des comptes fournisseurs. La diminution en 2017 s'expliquait principalement par une réduction des comptes fournisseurs en raison notamment du paiement des stocks d'équipement d'exploitation minière.

Les principales composantes des variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement lié aux activités d'exploitation pour le semestre clos le 30 juin 2018 comparativement au semestre clos le 30 juin 2017 sont les suivantes :

- Les clients et autres débiteurs ont augmenté de 13,9 millions de dollars en 2018, contre une diminution de 23,6 millions de dollars en 2017. La hausse en 2018 découle principalement de l'augmentation des ventes au cours du premier semestre de 2018 par rapport à la période correspondante de 2017. La baisse en 2017 était essentiellement attribuable à la diminution des ventes dans le secteur de l'exploitation minière au deuxième trimestre.
- Les stocks ont augmenté de 34,8 millions de dollars en 2018, tandis qu'ils avaient augmenté de 19,0 millions de dollars en 2017. L'augmentation en 2018 découle essentiellement de l'accroissement des stocks pour les secteurs de la construction et de l'exploitation forestière, atténué par une diminution des stocks des secteurs de l'exploitation minière et de la manutention de matériaux. L'augmentation en 2017 découlait essentiellement de la hausse des stocks d'équipement, contrée en partie par la baisse des stocks d'équipement d'exploitation minière.
- Les créiteurs et charges à payer ont augmenté de 12,0 millions de dollars en 2018, comparativement à une baisse de 36,4 millions de dollars en 2017. L'augmentation en 2018 s'explique principalement par un accroissement des comptes fournisseurs, atténué par le paiement des primes incitatives annuelles de 2017. La diminution en 2017 s'expliquait principalement par une réduction des comptes fournisseurs en raison notamment du paiement des stocks d'équipement d'exploitation minière.

Activités d'investissement

Au cours du deuxième trimestre de 2018, Wajax a investi 0,4 million de dollars au titre des entrées d'immobilisations corporelles, comparativement à 0,6 million de dollars pour le deuxième trimestre de 2017. Le produit de la sortie d'immobilisations corporelles s'est élevé à 0,2 million de dollars au deuxième trimestre de 2018, contre 0,6 million de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les entrées d'immobilisations incorporelles se sont établies à 1,3 million de dollars au deuxième trimestre de 2018 (néant en 2017) et s'expliquent avant tout par les entrées au titre des logiciels du nouveau système d'exploitation d'entreprise qui est actuellement mis en place.

Au cours du semestre clos le 30 juin 2018, Wajax a investi 1,4 million de dollars au titre des entrées d'immobilisations corporelles, comparativement à 1,1 million de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2017. Le produit de la sortie d'immobilisations corporelles, constitué essentiellement du produit de la sortie de biens, s'est élevé à 1,7 million de dollars au cours du semestre clos le 30 juin 2018, contre 0,6 million de dollars au semestre clos le 30 juin 2017. Les entrées d'immobilisations incorporelles se sont établies à 2,6 millions de dollars au semestre clos le 30 juin 2018 (néant en 2017) et s'expliquent avant tout par les entrées au titre des logiciels du nouveau système d'exploitation d'entreprise qui est actuellement mis en place.

Activités de financement

Pour le deuxième trimestre de 2018, la Société a inscrit des entrées de trésorerie liées aux activités de financement de 15,0 millions de dollars, comparativement à des sorties de trésorerie liées aux activités de financement de 11,3 millions de dollars pour le trimestre correspondant de 2017. Les activités de financement réalisées au cours du trimestre comprennent des emprunts nets sur la facilité de crédit bancaire de 21,0 millions de dollars (néant en 2017), contrebalancés par des versements de dividendes aux actionnaires de 4,9 millions de dollars (5,0 millions de dollars en 2017) et des paiements au titre des contrats de location-financement de 1,1 million de dollars (1,0 million de dollars en 2017).

Pour le semestre clos le 30 juin 2018, la Société a généré des entrées de trésorerie liées aux activités de financement de 13,2 millions de dollars, comparativement à des sorties de trésorerie liées aux activités de financement de 19,4 millions de dollars pour la période correspondante de 2017. Les activités de financement réalisées au cours du semestre clos le 30 juin 2018 comprennent des emprunts nets sur la facilité de crédit bancaire de 25,0 millions de dollars (néant en 2017), contrebalancés par des versements de dividendes aux actionnaires de 9,8 millions de dollars (9,9 millions de dollars en 2017) et des paiements au titre des contrats de location-financement de 2,0 millions de dollars (2,0 millions de dollars en 2017).

Dividendes

Les dividendes aux actionnaires ont été déclarés comme suit :

Date de clôture des registres	Date de versement	Par action	Montant
15 mars 2018	4 avril 2018	0,25 \$	4,9 \$
15 juin 2018	4 juillet 2018	0,25	4,9
Semestre clos le 30 juin 2018		0,50 \$	9,8 \$

Le 9 août 2018, la Société a déclaré un dividende de 0,25 \$ par action pour le troisième trimestre de 2018, payable le 2 octobre 2018 aux actionnaires inscrits le 14 septembre 2018.

Estimations comptables critiques

La préparation d'états financiers consolidés conformément aux IFRS impose à la direction d'exercer son jugement, de faire des estimations et de poser des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables et sur les montants déclarés des actifs, des passifs, des produits et des charges. Les résultats réels pourraient être différents de ces jugements, estimations et hypothèses. La Société fonde ses estimations sur l'expérience passée et sur diverses autres hypothèses qui sont considérées comme raisonnables dans les circonstances.

Les éléments à l'égard desquels la direction porte des jugements et pose des hypothèses importants pour déterminer les montants à présenter dans les états financiers comprennent le compte de correction de valeur pour créances douteuses, l'obsolescence des stocks et le goodwill et les immobilisations incorporelles.

Les hypothèses clés formulées pour l'avenir et sur les autres sources majeures d'incertitudes relatives aux estimations qui présentent un risque important d'entraîner un ajustement significatif de la valeur comptable des actifs et des passifs au cours de l'exercice suivant s'établissent comme suit :

Compte de correction de valeur pour créances douteuses

La Société est exposée à un risque de crédit relativement à ses clients et autres débiteurs. Toutefois, ce risque est en quelque sorte réduit au minimum par la diversité de la clientèle de la Société, qui compte plus de 30 000 clients sans qu'aucun d'eux ne représente plus de 10 % des ventes consolidées annuelles de la Société, et qui est active dans bon nombre de secteurs d'activité partout au Canada. En outre, la clientèle de la Société comprend d'importantes sociétés ouvertes, de petits entrepreneurs indépendants, des équipementiers et différents ordres de gouvernement. La Société a mis en place un programme d'évaluation du crédit des clients, et elle limite le montant du crédit accordé quand elle le juge approprié. Elle maintient des comptes de correction de valeur pour pertes de crédit et, à ce jour, les pertes subies ont été conformes aux attentes de la direction. Les provisions pour créances douteuses sont établies selon un modèle fondé sur les pertes sur créances attendues. La provision pour créances douteuses de 1,1 million de dollars au 30 juin 2018 a augmenté de 0,3 million de dollars par rapport à celle de 0,8 million de dollars inscrite au 31 décembre 2017. Selon les variations de la conjoncture économique, il existe un risque que la Société soit confrontée à un nombre de cas de défaut plus élevés par rapport à 2017, ce qui se traduirait par une augmentation des charges.

Obsolescence des stocks

La direction procède à l'évaluation pièce par pièce de la valeur de l'équipement neuf et d'occasion ainsi que des pièces de valeur élevée de la Société tout au long de l'exercice. Au besoin, des provisions sont constituées pour s'assurer que la valeur comptable de l'équipement et des pièces est évaluée au coût ou à la valeur de réalisation nette estimative, suivant le montant le plus bas. La Société effectue une analyse de l'âge des stocks afin de déterminer les stocks de pièces de valeur moindre difficiles à écouler ou obsolètes et évalue les provisions pour obsolescence adéquates s'y rapportant. La Société tire parti des programmes offerts par les fournisseurs qui permettent de retourner certaines pièces contre crédit pendant certaines périodes. La provision pour dépréciation des stocks obsolètes imputée aux résultats s'est établie à 1,6 million de dollars pour le trimestre clos le 30 juin 2018 (1,6 million de dollars en 2017) et à 2,9 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2018 (3,3 millions de dollars en 2017). Selon les variations de la conjoncture économique, il est possible que la Société soit confrontée à un accroissement du risque d'obsolescence des stocks par rapport aux périodes précédentes, ce qui se traduirait par une augmentation des charges.

Goodwill et immobilisations incorporelles

La valeur d'utilité du goodwill et des immobilisations incorporelles a été estimée à l'aide de prévisions portant sur les cinq prochaines années préparées par la direction. Les hypothèses clés de l'estimation ont trait aux produits bruts, à la marge brute, au taux d'actualisation et au fonds de roulement requis pour soutenir les activités. Les estimations se fondent sur les résultats passés et les attentes de la direction quant à l'évolution du marché ainsi que sur les mesures de croissance prévues.

La Société effectue un test de dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles annuellement à moins qu'il existe un quelconque indice que ces actifs aient pu se déprécier, auquel cas le test de dépréciation serait effectué plus tôt. Il n'y a eu aucun indice de dépréciation précoce au cours du trimestre clos le 30 juin 2018.

Changement de méthodes comptables

Normes comptables adoptées au cours du trimestre

IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* – Le 1^{er} janvier 2018, la Société a adopté la norme IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*. La norme fournit un modèle unique qui s'applique aux contrats conclus avec des clients et deux méthodes de comptabilisation des produits : à un moment précis ou au fil du temps. Le modèle comporte une analyse des transactions en cinq étapes sur une base contractuelle pour déterminer si les produits doivent être comptabilisés, ainsi que le montant et le moment de la comptabilisation. De nouvelles estimations et des seuils nécessitant l'exercice du jugement ont été présentés, ce qui peut avoir une incidence sur le calendrier des produits comptabilisés.

La Société a comptabilisé les produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients selon les cinq étapes de l'IFRS 15 qui suivent :

1. identifier le contrat conclu avec le client;
2. identifier les obligations de prestation prévues au contrat;
3. déterminer le prix de la transaction, soit la contrepartie totale versée par le client;
4. répartir le prix de la transaction entre les obligations de prestation prévues au contrat sur la base de leurs justes valeurs relatives;
5. comptabiliser les produits lorsque les critères de comptabilisation pertinents sont satisfaits pour chaque unité (à un moment précis ou au fil du temps).

Les produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients sont comptabilisés pour chaque obligation de prestation à mesure que le contrôle est transféré au client comme suit :

Type de produits	Détermination du moment où les obligations de prestation sont remplies
Ventes d'équipement	
• Ventes au détail	À la date à laquelle il y a transfert du contrôle de l'équipement au client selon les conditions d'expédition.
• Contrats de construction	Du fait du transfert du contrôle dans le temps, les produits sont comptabilisés selon le degré d'avancement dans l'exécution de l'obligation de prestation. La Société utilise habituellement la méthode du coût engagé pour évaluer la mesure dans laquelle ses contrats sont remplis puisqu'elle rend mieux compte du transfert d'un actif à un client, lequel a lieu lorsque les coûts sont engagés au titre du contrat.
Pièces industrielles	À la date à laquelle il y a transfert du contrôle du produit au client selon les conditions d'expédition.
Service après-vente	Du fait du transfert du contrôle dans le temps, les produits sont comptabilisés selon le degré d'avancement dans l'exécution de l'obligation de prestation. La Société utilise habituellement la méthode du coût engagé pour évaluer la mesure dans laquelle ses contrats sont remplis puisqu'elle rend mieux compte du transfert d'un actif à un client, lequel a lieu lorsque les coûts sont engagés au titre du contrat.
Autres	Du fait du transfert du contrôle dans le temps, les produits sont comptabilisés selon le degré d'avancement dans l'exécution de l'obligation de prestation. La Société utilise habituellement la méthode du coût engagé pour évaluer la mesure dans laquelle ses contrats sont remplis puisqu'elle rend mieux compte du transfert d'un actif à un client, lequel a lieu lorsque les coûts sont engagés au titre du contrat.

Le prix de transaction est habituellement le montant stipulé au contrat. Certains contrats peuvent faire l'objet de remises, lesquelles sont estimées et comprises dans le prix de transaction.

La modification suivante a donné lieu à un ajustement attribuable à l'adoption de l'IFRS 15 :

- la méthode de comptabilisation des produits au titre du service après-vente et des autres services changera pour une méthode au fil du temps, plutôt que la méthode à un moment précis qui était utilisée par le passé, afin de mieux refléter la performance lors du transfert du contrôle des services de réparation. La comptabilisation des produits au titre des commandes de services incomplètes exige d'exercer un jugement pour estimer le prix de transaction et la marge qui seront ultérieurement réalisés.

La Société a choisi d'utiliser la méthode de l'application rétrospective et elle a comptabilisé l'ajustement cumulatif du changement comptable dans les résultats non distribués au 1^{er} janvier 2017 et elle a retraité les chiffres des périodes comparatives des états de la situation financière et des états du résultat net de 2017. La Société a choisi d'utiliser une mesure de simplification au moment de retraiter ses résultats annuels, de ne pas présenter le montant du prix de transaction affecté aux obligations de prestation qu'il reste à remplir et de ne pas fournir d'explication précisant quand elle s'attend à comptabiliser ce montant en produits.

L'incidence de l'adoption de l'IFRS 15 sur les états consolidés résumés de la situation financière est la suivante :

	Données présentées initialement au 31 décembre 2016	Ajustement selon l'IFRS 15	Données retraitées au 1 ^{er} janvier 2017
Clients et autres débiteurs	194,6 \$	(2,9) \$	191,7 \$
Actifs sur contrat	7,1 \$	15,2 \$	22,3 \$
Stocks	283,4 \$	(9,5) \$	273,9 \$
Actifs d'impôt différé	4,6 \$	(0,8) \$	3,8 \$
Résultats non distribués	90,8 \$	2,1 \$	92,9 \$

	Données présentées initialement au 31 décembre 2017	Ajustement selon l'IFRS 15	Données retraitées au 31 décembre 2017
Clients et autres débiteurs	207,4 \$	(3,4) \$	203,9 \$
Actifs sur contrat	4,1 \$	15,2 \$	19,3 \$
Stocks	322,8 \$	(9,5) \$	313,2 \$
Passifs d'impôt différé	1,4 \$	0,6 \$	2,0 \$
Résultats non distribués	97,7 \$	1,7 \$	99,3 \$

L'incidence de l'adoption de l'IFRS 15 sur les états consolidés résumés du résultat net pour le trimestre clos le 30 juin 2017 est la suivante :

	Données présentées initialement	Ajustement selon l'IFRS 15	Données retraitées
Produits	325,3 \$	0,6 \$	325,9 \$
Coût des ventes	262,7 \$	0,4 \$	263,0 \$
Charge d'impôt sur le résultat	2,9 \$	0,1 \$	2,9 \$
Résultat net	7,6 \$	0,2 \$	7,7 \$
Résultat de base par action	0,39 \$	0,01 \$	0,40 \$
Résultat dilué par action	0,37 \$	0,01 \$	0,38 \$

L'incidence de l'adoption de l'IFRS 15 sur les états consolidés résumés du résultat net pour le semestre clos le 30 juin 2017 est la suivante :

	Données présentées initialement	Ajustement selon l'IFRS 15	Données retraitées
Produits	643,7 \$	1,7 \$	645,4 \$
Coût des ventes	520,3 \$	1,3 \$	521,6 \$
Charge d'impôt sur le résultat	5,3 \$	0,1 \$	5,4 \$
Résultat net	13,8 \$	0,3 \$	14,1 \$
Résultat de base par action	0,70 \$	0,01 \$	0,71 \$
Résultat dilué par action	0,68 \$	0,01 \$	0,69 \$

IFRS 9, Instruments financiers – Le 1^{er} janvier 2018, la Société a adopté l'IFRS 9, *Instruments financiers* de manière rétrospective et elle n'a pas retraité les chiffres des périodes comparatives. La norme comprend des directives révisées sur le classement et l'évaluation des actifs financiers, y compris la dépréciation et un nouveau modèle relativement aux règles générales de comptabilité de couverture. L'IFRS 9 conserve en grande partie les exigences de comptabilisation actuelles des passifs financiers, à l'exception de la comptabilisation des modifications non considérables des passifs financiers et du traitement comptable de la variation de la juste valeur attribuable aux modifications de son propre risque de crédit au titre des passifs financiers qui sont désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net.

Classement et évaluation L'IFRS 9 comprend une nouvelle approche à l'égard du classement et de l'évaluation des actifs financiers qui tient compte du modèle économique au sein duquel les actifs sont gérés et des caractéristiques de leur flux de trésorerie. Les actifs financiers sont classés et évalués selon trois catégories : coût amorti, juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (« JVAÉRG ») et juste valeur par le biais du résultat net (« JVRN »). Les passifs financiers sont classés et évalués selon deux catégories : coût amorti et JVRN. Aux termes de l'IFRS 9, les dérivés incorporés dans des contrats avec des actifs financiers hôtes à l'intérieur du champ d'application de la nouvelle norme ne sont pas séparés, mais l'évaluation de l'instrument financier hybride dans son intégralité permet de déterminer son classement. L'application des nouvelles exigences de classement aux termes de l'IFRS 9 n'a donné lieu à aucune modification importante des évaluations ou des valeurs comptables des actifs et passifs financiers. Le tableau qui suit résume l'incidence sur le classement attribuable à l'adoption de l'IFRS 9.

Actif/passif	Classement selon l'IAS 39	Classement selon l'IFRS 9
Trésorerie	Prêts et créances	Coût amorti
Clients et autres débiteurs	Prêts et créances	Coût amorti
Instruments dérivés	JV s'il s'agit d'un instrument de couverture, ou détenu à des fins de transaction	JV s'il s'agit d'un instrument de couverture, ou à la JVRN de façon obligatoire
Dette bancaire	Autres passifs	Coût amorti
Créditeurs et charges à payer	Autres passifs	Coût amorti
Dividendes à payer	Autres passifs	Coût amorti
Autres passifs	Autres passifs	Coût amorti
Dette à long terme	Autres passifs	Coût amorti

Dépréciation L'IFRS 9 remplace le modèle fondé sur les pertes subies préconisé dans l'IAS 39 par un modèle prospectif fondé sur les pertes sur créances attendues. Le modèle fondé sur les pertes sur créances attendues exige l'exercice du jugement, y compris la prise en compte de l'incidence des changements intervenus dans les facteurs économiques sur les pertes sur créances attendues, qui sera déterminée selon des pondérations probabilistes. Le nouveau modèle de dépréciation s'applique, chaque date de clôture, aux actifs financiers de la Société évalués au coût amorti et aux actifs sur contrat.

La Société a appliqué une mesure de simplification pour déterminer les pertes sur créances attendues au titre des clients et autres débiteurs au moyen d'une matrice de calcul fondée sur son historique des pertes de crédit ajustée pour tenir compte de l'information sur la conjoncture économique et les prévisions de la conjoncture économique à venir visant à estimer la durée de vie des pertes sur créances attendues. Les modèles des pertes sur créances attendues appliqués aux autres actifs financiers et actifs sur contrat exigent également d'exercer un jugement, de poser des hypothèses et d'effectuer des estimations sur les variations des risques de crédit, les prévisions de la conjoncture économique à venir et l'information historique sur la qualité de crédit de l'actif financier. La matrice de calcul et les autres modèles fondés sur les pertes sur créances attendues appliqués lors de l'adoption de l'IFRS 9 n'ont eu aucune incidence significative sur les actifs financiers de la Société.

Les pertes de valeur sont comptabilisées dans les charges générales et administratives, la valeur comptable de l'actif financier ou de l'actif sur contrat étant réduite au moyen des comptes de correction de valeur.

Règles générales de comptabilité de couverture La Société a choisi d'appliquer les nouvelles règles générales de comptabilité de couverture de l'IFRS 9. L'IFRS 9 impose à la Société que ses relations de couverture soient harmonisées avec ses objectifs et stratégies de gestion des risques et qu'elle applique un modèle plus qualitatif et prospectif pour évaluer l'efficacité d'une couverture. La stratégie de gestion des risques de la Société est présentée dans son rapport annuel 2017. Toutes les relations de couverture désignées selon l'IAS 39 au 31 décembre 2017 respectaient les critères de comptabilité de couverture aux termes de l'IFRS 9 au 1^{er} janvier 2018 et sont par conséquent considérées comme des relations de couverture maintenues. Aux termes de l'IFRS 9, en ce qui concerne les couvertures de flux de trésorerie liées au risque de change relativement aux achats de stocks prévus, les montants accumulés dans la réserve au titre des couvertures de flux de trésorerie sont compris directement dans le coût initial des stocks lorsqu'ils sont comptabilisés. L'adoption de la norme n'a pas eu d'autre incidence sur les ententes de couverture de la Société.

Nouvelles normes et interprétations n'ayant pas encore été adoptées

Les nouvelles normes pouvant être importantes pour la Société, énumérées ci-après, ne s'appliquent pas à l'exercice clos le 31 décembre 2018, et elles n'ont pas été appliquées lors de l'établissement des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires.

Le 1^{er} janvier 2019, la Société devra adopter l'IFRS 16, *Contrats de location*. Cette nouvelle norme prescrit l'utilisation d'un modèle unique de comptabilisation des contrats de location pour le preneur aux termes duquel tous les contrats de location dont la durée est de plus de 12 mois devront être comptabilisés à l'état de la situation financière par la voie de la comptabilisation d'un actif au titre du droit d'utilisation et d'une obligation locative. Le modèle comporte la comptabilisation du total de la charge locative en début de période au moyen d'une combinaison d'amortissement et d'intérêts. La comptabilisation pour le bailleur demeure similaire aux exigences actuelles. Les contrats de location à long terme de la Société sont principalement liés à la location d'immeubles. La nouvelle norme donnera lieu à une hausse significative des actifs au titre du droit d'utilisation et des obligations locatives, mais l'incidence sur le résultat n'a pas encore été estimée.

Gestion des risques et incertitudes

Comme la plupart des entreprises, Wajax est assujettie à un grand nombre de risques et d'incertitudes liés au marché et au secteur qui pourraient avoir une incidence importante sur ses résultats d'exploitation et sur sa capacité à verser des dividendes en espèces aux actionnaires. Wajax s'efforce d'atténuer un grand nombre de ces risques en diversifiant ses activités principales et en établissant ses entreprises dans diverses régions. Elle a, en outre, adopté un processus d'évaluation annuelle de la gestion des risques d'entreprise conçu par la haute direction de la Société, lequel est sous la surveillance du conseil d'administration et des comités de ce conseil. Le cadre de gestion des risques d'entreprise énonce les principes et les outils devant servir à l'identification, à l'évaluation, à l'établissement de l'ordre de priorité et à la gestion des risques de manière efficace et uniforme à l'échelle de la Société. Toutefois, un certain nombre de risques qui nécessitent une attention particulière sont décrits en détail dans le rapport de gestion de l'exercice clos le 31 décembre 2017, déposé dans le site Web de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com. Il ne s'est produit aucun changement important dans les activités de Wajax qui nécessite une mise à jour de l'analyse des risques applicables présentée dans le rapport de gestion de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Contrôles et procédures de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière

Il incombe à la direction de Wajax d'établir et de maintenir, sous la supervision de son chef de la direction et de son chef des finances, des contrôles et procédures de communication de l'information (les « CPCI ») et un contrôle interne à l'égard de l'information financière (le « CIIF »).

Au 30 juin 2018, la direction de Wajax, sous la supervision de son chef de la direction et de son chef des finances, avait conçu des CPCI pour fournir une assurance raisonnable que l'information qui doit être communiquée par Wajax dans le cadre du dépôt de documents annuels, intermédiaires ou d'autres rapports déposés ou soumis en vertu de la législation en valeurs mobilières applicable est inscrite, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits dans la législation en valeurs mobilières. Les CPCI visent à assurer que l'information qui doit être communiquée par Wajax dans le cadre du dépôt de documents annuels, intermédiaires ou d'autres rapports déposés ou soumis en vertu de la législation en valeurs mobilières applicable est compilée et communiquée à la direction de Wajax, y compris, au besoin, au chef de la direction et au chef des finances pour favoriser la prise de décisions éclairées en temps opportun.

Au 30 juin 2018, la direction de Wajax, sous la supervision de son chef de la direction et de son chef des finances, avait conçu un CIIF pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS »). Ce faisant, la direction a utilisé les critères établis dans la version de 2013 du document intitulé *Internal Control – Integrated Framework* publié par le Committee of Sponsoring Organizations de la Treadway Commission (le « COSO »). En ce qui concerne les contrôles généraux à l'égard de la technologie de l'information, la direction a également utilisé le référentiel COBIT (Control Objectives for Information and Related Technology) créé par l'IT Governance Institute.

Aucun changement qui aurait eu ou dont on pourrait raisonnablement s'attendre à ce qu'il ait vraisemblablement une incidence importante sur le CIIF de Wajax n'a été apporté au CIIF au cours du trimestre clos le 30 juin 2018.

Mesures non conformes aux PCGR et mesures conformes aux PCGR additionnelles

Le présent rapport de gestion comprend certaines mesures financières non conformes aux PCGR et des mesures conformes aux PCGR additionnelles qui n'ont pas de sens normalisé aux termes des PCGR. En conséquence, il est possible que ces mesures financières ne puissent pas être comparées à des mesures similaires présentées par d'autres émetteurs. Les investisseurs doivent garder à l'esprit que ces mesures ne doivent pas être interprétées comme des substituts au bénéfice net ou aux flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, aux activités d'investissement et aux activités de financement tels qu'établis par les PCGR à titre d'indicateurs de la performance de la Société. La direction de la Société est d'avis que :

- i) ces mesures sont couramment présentées et utilisées par des investisseurs et la direction;
- ii) les mesures non conformes aux PCGR sont couramment utilisées à titre d'indicateur de la performance d'exploitation en trésorerie de la Société, de la rentabilité et de sa capacité à lever des fonds et à rembourser sa dette;
- iii) les mesures conformes aux PCGR additionnelles sont couramment utilisées pour évaluer les résultats de la Société, à l'exclusion de sa structure de capital et de sa structure fiscale;
- iv) le « bénéfice net ajusté » et le « résultat de base et dilué ajusté par action » donnent une indication des résultats des principales activités de la Société avant la prise en compte (des recouvrements) des coûts de restructuration et d'autres coûts connexes, (du profit) de la perte comptabilisé(e) sur la vente de biens et des frais de rachat des billets de premier rang qui sont hors du cours normal des activités de la Société. Le « BAIIA ajusté » utilisé dans le calcul du ratio de levier financier exclut (les recouvrements) les coûts de restructuration et les autres coûts connexes, (le profit) la perte comptabilisé(e) sur la vente de biens et les frais de rachat des billets de premier rang, ce qui est conforme au calcul du ratio de levier financier aux termes de la convention de la facilité de crédit bancaire de la Société.

Les mesures financières non conformes aux PCGR sont celles définies ci-après :

Dettes à long terme nettes	La dette à long terme nette comprend la dette bancaire, la partie courante de la dette à long terme, la dette à long terme et les obligations au titre des contrats de location-financement, déduction faite de la trésorerie. La dette à long terme nette est pertinente aux fins du calcul du ratio de la dette à long terme nette sur le capital total de la Société, lequel est une mesure non conforme aux PCGR couramment utilisée comme indicateur de la capacité d'une société à lever des fonds et à rembourser sa dette.
Dette	La dette comprend la dette à long terme nette et des lettres de crédit. Elle est pertinente aux fins du calcul du ratio de levier financier de la Société, lequel est une mesure non conforme aux PCGR couramment utilisée comme indicateur de la capacité d'une société à lever des fonds et à rembourser sa dette.
BAlIA	Acronyme qui désigne le bénéfice net (la perte nette) avant charges financières, impôt sur le résultat et amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles.
Marge du BAlIA	S'entend du BAlIA divisé par les produits, présentés dans les états consolidés résumés intermédiaires du résultat net.
Bénéfice net ajusté (perte nette ajustée)	Bénéfice net (perte nette) avant (recouvrements) coûts de restructuration et autres coûts connexes après impôt, (profit) perte comptabilisé(e) sur la vente de biens et frais de rachat des billets de premier rang.
Résultat net de base et dilué ajusté par action	Résultat de base et dilué par action avant (recouvrements) coûts de restructuration et autres coûts connexes après impôt, (profit) perte comptabilisé(e) sur la vente de biens et frais de rachat des billets de premier rang.
BAlIA ajusté	BAlIA avant (recouvrements) coûts de restructuration et autres coûts connexes, (profit) perte comptabilisé(e) sur la vente de biens et frais de rachat des billets de premier rang.
Marge du BAlIA ajusté	S'entend du BAlIA ajusté divisé par les produits, présentés dans les états consolidés résumés intermédiaires du résultat net.
Ratio de levier financier	Ratio qui représente la dette établie à la clôture d'un trimestre en particulier, divisée par le BAlIA ajusté des douze derniers mois. La Société a pour objectif de maintenir son ratio de levier financier dans une fourchette comprise entre 1,5 fois et 2,0 fois.
Ratio de la dette à long terme nette sur le capital total	Ratio qui correspond à la dette à long terme nette, divisée par le capital total, ce dernier représentant la dette à long terme nette, majorée des capitaux propres.
Carnet de commandes	Le carnet de commandes est un indicateur de gestion qui comprend la valeur de vente totale des promesses d'achat des clients pour des livraisons ou des mises en service à venir d'équipement, de pièces et de services connexes. Il diffère des obligations de prestation qui restent à remplir définies aux termes de l'IFRS 15.

Les mesures conformes aux PCGR additionnelles sont celles définies ci-après :

Bénéfice (perte) avant charges financières et impôt sur le résultat (« BAIL »)	Bénéfice (perte) avant charges financières et impôt sur le résultat, présenté dans les états consolidés résumés intermédiaires du résultat net.
Marge du BAIL	S'entend du BAIL divisé par les produits, présentés dans les états consolidés résumés intermédiaires du résultat net.
Bénéfice (perte) avant impôt sur le résultat (« BAI »)	Bénéfice (perte) avant impôt sur le résultat, présenté dans les états consolidés résumés intermédiaires du résultat net.
Fonds de roulement	S'entend des actifs courants minorés des passifs courants, présentés dans les états consolidés résumés intermédiaires de la situation financière.
Autres montants liés au fonds de roulement	S'entend du fonds de roulement minoré des clients et autres débiteurs et des stocks, majoré des créditeurs et charges à payer, présentés dans les états consolidés résumés intermédiaires de la situation financière.

Le rapprochement du bénéfice net et du bénéfice net ajusté et du résultat net de base et dilué ajusté par action de la Société se présente comme suit :

	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	30 juin		30 juin	
	2018	2017 (données retraitées)	2018	2017 (données retraitées)
Bénéfice net	12,2 \$	7,7 \$	22,0 \$	14,1 \$
Coûts de restructuration et autres coûts connexes (recouvrements), après impôt	0,9	(0,2)	2,4	(0,2)
(Profit) comptabilisé sur la vente de biens, après impôt	–	–	(0,9)	–
Bénéfice net ajusté	13,1 \$	7,5 \$	23,5 \$	13,8 \$
Résultat de base ajusté par action^{1), 2)}	0,67 \$	0,38 \$	1,20 \$	0,70 \$
Résultat dilué ajusté par action^{1), 2)}	0,65 \$	0,37 \$	1,16 \$	0,68 \$

1) Au 30 juin 2018, le nombre d'actions de base et après dilution en circulation était respectivement de 19 517 436 et de 20 244 879 pour le trimestre clos à cette date et respectivement de 19 510 808 et de 20 199 244 pour le semestre clos à cette date.

2) Au 30 juin 2017, le nombre d'actions de base et après dilution en circulation était respectivement de 19 601 269 et de 20 158 516 pour le trimestre clos à cette date et respectivement de 19 709 348 et de 20 228 511 pour le semestre clos à cette date.

Le rapprochement du bénéfice net et du BAI, du BAIL, du BAIIA et du BAIIA ajusté de la Société se présente comme suit :

	Trimestres clos les		Semestres clos les		Période de douze mois close le		
	30 juin 2018	30 juin 2017 (données retraitées)	30 juin 2018	30 juin 2017 (données retraitées)	30 juin 2018	30 mars 2018	31 décembre 2017 (données retraitées)
Bénéfice net	12,2 \$	7,7 \$	22,0 \$	14,1 \$	38,4 \$	34,0 \$	30,5 \$
Charge d'impôt sur le résultat	4,6	2,9	8,4	5,4	14,7	13,0	11,7
BAI	16,8	10,7	30,4	19,5	53,1	47,0	42,1
Charges financières	2,0	2,6	3,7	5,2	8,2	8,9	9,8
Rachat des billets de premier rang ¹⁾	–	–	–	–	5,5	5,5	5,5
BAIL	18,7	13,3	34,1	24,7	66,8	61,4	57,4
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	5,9	5,5	11,4	10,9	22,9	22,5	22,4
BAIIA	24,7	18,8	45,5	35,6	89,7	83,9	79,8
Coûts de restructuration et autres coûts connexes (recouvrements) ²⁾	1,3	(0,3)	3,3	(0,3)	3,3	1,7	(0,3)
(Profit) comptabilisé sur la vente de biens ³⁾	–	–	(1,1)	–	(2,6)	(2,6)	(1,5)
BAIIA ajusté	25,9 \$	18,5 \$	47,6 \$	35,3 \$	90,3 \$	83,0 \$	77,9 \$

1) Pour les périodes de douze mois closes les 30 juin 2018, 31 mars 2018 et 31 décembre 2017 – Comprend les frais de rachat des billets de premier rang de 5,5 millions de dollars comptabilisés au cours du quatrième trimestre de 2017.

2) Pour le trimestre clos le 30 juin 2018 – Comprend des coûts de restructuration et d'autres coûts connexes de 1,3 million de dollars comptabilisés au cours du deuxième trimestre de 2018.

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2017 – Comprend des coûts de restructuration et d'autres coûts connexes de 0,3 million de dollars comptabilisés au cours du deuxième trimestre de 2017.

Pour le semestre et la période de douze mois clos le 30 juin 2018 – Comprend des coûts de restructuration et d'autres coûts connexes de 1,3 million de dollars comptabilisés au cours du deuxième trimestre de 2018 et des coûts de restructuration et d'autres coûts connexes de 2,0 millions de dollars comptabilisés au cours du premier trimestre de 2018.

Pour la période de douze mois close le 31 mars 2018 – Comprend des coûts de restructuration et d'autres coûts connexes de 2,0 millions de dollars comptabilisés au cours du premier trimestre de 2018 et des coûts de restructuration et d'autres coûts connexes de 0,3 million de dollars comptabilisés au cours du deuxième trimestre de 2017.

Pour la période de douze mois close le 31 décembre 2017 – Comprend des coûts de restructuration et d'autres coûts connexes de 0,3 million de dollars comptabilisés au cours du deuxième trimestre de 2017.

3) Pour le semestre clos le 30 juin 2018 et les périodes de douze mois closes le 30 juin 2018 et le 31 mars 2018 – Comprend le profit de 1,1 million de dollars comptabilisé sur la vente de biens inscrit au cours du premier trimestre de 2018 et le profit de 1,5 million de dollars comptabilisé sur la vente de biens inscrit en 2017. Pour la période de douze mois close le 31 décembre 2017 – Comprend le profit de 1,5 million de dollars comptabilisé sur la vente de biens inscrit en 2017.

Le calcul de la dette à long terme nette, de la dette et du ratio de levier financier se présente comme suit :

	30 juin 2018	31 mars 2018	31 décembre 2017 (données retraitées)
Dette bancaire (trésorerie)	11,1 \$	13,4 \$	1,7 \$
Obligations au titre des contrats de location-financement	8,7	8,9	9,5
Dette à long terme	168,8	147,8	143,7
Dette à long terme nette	188,6 \$	170,1 \$	154,9 \$
Lettres de crédit	8,0	6,1	7,3
Dette	196,7 \$	176,2 \$	162,2 \$
Ratio de levier financier¹⁾	2,18	2,12	2,08

1) Calculé à partir du BAIIA ajusté et des charges financières des quatre derniers trimestres.

Ce ratio de levier financier est calculé afin de surveiller le ratio de levier financier cible de la Société afin qu'il soit maintenu entre 1,5 fois et 2,0 fois. Ce calcul comporte certaines différences par rapport au ratio de levier financier calculé aux termes de la convention de la facilité de crédit bancaire de la Société. Le ratio de levier financier aux termes de la convention de la facilité de crédit bancaire qui en découle ne diffère pas de manière importante. Se reporter à la rubrique « Situation de trésorerie et ressources en capital ».

Mise en garde concernant l'information prospective

Le présent rapport de gestion contient des énoncés prospectifs et de l'information prospective au sens des lois sur les valeurs mobilières applicables (collectivement les « énoncés prospectifs »). Ces énoncés portent sur des événements futurs ou sur la performance future de la Société. Tous les énoncés, à l'exception des énoncés concernant des faits historiques, constituent des énoncés prospectifs. On reconnaît souvent, mais pas toujours, les énoncés prospectifs à l'emploi de termes et d'expressions comme « prévoir », « s'attendre à », « avoir l'intention », « planifier », « croire », « estimer », « projeter », ou des variantes de ces termes et expressions ou leur forme négative, ou des déclarations selon lesquelles certaines mesures ou certains événements ou résultats « peuvent », « devraient », « pourraient » ou « pourront », ou non, être prises, survenir ou se matérialiser. Ces énoncés comportent des risques et des incertitudes connus et inconnus et d'autres facteurs que la Société ne peut prédire ou contrôler et qui peuvent faire en sorte que les résultats, la performance et les réalisations réels diffèrent considérablement de ceux formulés, implicitement ou explicitement, dans ces énoncés prospectifs. Rien ne garantit que les énoncés prospectifs se concrétiseront. Par conséquent, le lecteur ne doit pas s'y fier indûment. Les énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport de gestion ne sont valables qu'en date des présentes, ils reflètent les opinions actuelles de la direction de Wajax et sont fondés sur l'information dont cette dernière dispose à l'heure actuelle. Même si la direction croit que les attentes dont il est fait état dans ces énoncés prospectifs sont raisonnables, rien ne garantit qu'elles s'avéreront exactes. Les énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport de gestion ont notamment trait à notre ambition de devenir le premier fournisseur de produits et services industriels au Canada, en nous distinguant par nos capacités de base; à notre conviction qu'en atteignant l'excellence dans nos champs de capacités de base, Wajax créera de la valeur pour ses clients, son personnel, ses fournisseurs et ses actionnaires; aux principaux éléments de la version actualisée de notre plan stratégique, y compris les ajustements de nos priorités en matière de croissance interne, la poursuite de l'intégration de notre infrastructure, l'augmentation des investissements en technologie, la consolidation de notre réseau de succursales physiques et les investissements dans des installations polyvalentes et les équipes qui interagissent avec les clients, ainsi que nos efforts visant les économies de coûts liés au personnel des unités de soutien et la recherche constante de nouvelles occasions d'acquisition; à nos attentes et à nos perspectives pour 2018, y compris celles à l'égard du bénéfice net ajusté et des marges brutes d'un exercice à l'autre, de même que nos attentes selon lesquelles l'attention que nous portons au rapport coût-efficacité nous permettra de compenser les investissements planifiés dans notre stratégie et notre gestion de la pression attendue sur les marges; à nos perspectives quant aux conditions régionales des marchés au Canada, y compris nos attentes selon lesquelles, bien que les conditions de marché dans l'Ouest canadien puissent continuer de s'améliorer en 2018, les progrès d'un exercice à l'autre ne devraient pas être aussi importants qu'en 2017; aux coûts attendus liés à la révision de notre fonction finance et à nos attentes selon lesquelles ce projet sera quasi achevé au cours du premier semestre de 2019; aux coûts attendus liés à la réévaluation de la direction au sein de la fonction SRT et à nos attentes selon lesquelles ils seront engagés en grande partie d'ici le troisième trimestre de 2018; à nos attentes selon lesquelles nous n'engagerons pas de coûts futurs liés à notre réorganisation stratégique de 2016; à notre cible visant l'atteinte d'un ratio de levier financier qui se situe dans une fourchette cible qui varie entre 1,5 et 2,0 fois; à nos besoins de financement, de fonds

de roulement et de dépenses d'investissement de maintien, ainsi qu'à notre structure du capital et à notre ratio de levier financier; aux estimations du nombre d'actions nécessaires pour satisfaire à nos obligations aux termes de certains régimes de rémunération fondée sur des actions; à nos attentes selon lesquelles une variation des taux d'intérêt n'aurait pas d'incidence significative sur nos résultats d'exploitation ou notre situation financière à long terme; au caractère approprié de notre capacité d'emprunt et au caractère suffisant de nos facilités d'emprunt; et à notre intention et à notre capacité d'accéder aux marchés des titres d'emprunt et des titres de capitaux propres et à réduire notre dividende si des capitaux supplémentaires étaient nécessaires, y compris la possibilité que nous puissions recourir au marché des actions ou au marché des titres d'emprunt pour financer des acquisitions importantes. Ces énoncés reposent sur un certain nombre d'hypothèses qui pourraient se révéler inexactes, entre autres, des hypothèses formulées à l'égard de la conjoncture économique et commerciale en général; l'offre et la demande pour le pétrole et d'autres marchandises ainsi que le cours du pétrole, du gaz naturel et des autres marchandises et leur volatilité; les conditions des marchés financiers, y compris les taux d'intérêt; notre capacité à mettre en œuvre la version actualisée de notre plan stratégique, y compris le perfectionnement de nos capacités de base, l'établissement de priorités en matière de croissance interne, la capacité de conclure et d'intégrer les acquisitions et la mise en place réussie de nouvelles plateformes de technologie de l'information de même que des nouveaux systèmes et logiciels; notre capacité de réaliser tous les avantages de notre réorganisation stratégique de 2016, notamment des économies de coûts et des gains de productivité; la performance financière future de la Société; les coûts de cette dernière; la concurrence sur ses marchés; l'aptitude de celle-ci à attirer et à fidéliser le personnel compétent, sa capacité d'acquérir des produits et des stocks de qualité et d'entretenir des relations avec ses fournisseurs, les membres de son personnel et ses clients. La liste qui précède n'est pas exhaustive. Des facteurs pourraient faire en sorte que les résultats réels soient sensiblement différents, notamment, la détérioration de la conjoncture économique et commerciale en général, la volatilité de l'offre et de la demande pour le pétrole, le gaz naturel et d'autres marchandises ainsi que de leur cours; la poursuite ou le prolongement de la chute du cours du pétrole ou du gaz naturel; la fluctuation des conditions des marchés financiers, y compris les taux d'intérêt; le niveau de la demande pour les produits et services offerts par la Société et leurs prix; le niveau de confiance et les dépenses des clients; l'acceptation des produits de la Société sur les marchés; la résiliation de contrats de distribution ou de contrats avec les fabricants d'équipement d'origine; des difficultés imprévues d'ordre opérationnel (comme la défaillance d'une usine, d'un équipement ou du mode de fonctionnement conformément aux spécifications ou aux attentes, la flambée des coûts, notre incapacité à réduire les coûts à la suite du ralentissement des activités du marché, le manque de produits ou de stocks de qualité, l'interruption de l'approvisionnement, les moyens de pression et les incidents imprévus touchant la santé, la sécurité et l'environnement); l'aptitude de la Société à attirer et à conserver le personnel compétent et la capacité de la Société à entretenir les relations avec ses fournisseurs, son personnel et ses clients. La liste qui précède n'est pas exhaustive. Le lecteur peut obtenir de plus amples renseignements sur les risques et incertitudes associés à ces énoncés prospectifs et aux activités de la Société dans le présent rapport de gestion à la rubrique « Gestion des risques et incertitudes » ainsi que dans la notice annuelle de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, qui est déposée dans SEDAR. Les énoncés prospectifs contenus dans ce rapport de gestion sont présentés entièrement sous réserve de la présente mise en garde. La Société ne s'engage aucunement à publier une mise à jour de ces énoncés prospectifs, que ce soit pour tenir compte de nouveaux renseignements ou d'événements postérieurs ou pour d'autres motifs, à moins que ce ne soit exigé en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables.

Pour un complément d'information, consulter notamment le rapport annuel de Wajax dans le site Web de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

CORPORATION WAJAX

États financiers consolidés résumés non audités

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2018

C O R P O R A T I O N W A J A X
É T A T S C O N S O L I D É S R É S U M É S D E L A
S I T U A T I O N F I N A N C I È R E

Aux (en milliers de dollars canadiens, non audité)	Note	30 juin 2018	31 décembre 2017 Données retraitées (note 3)	1 ^{er} janvier 2017 Données retraitées (note 3)
ACTIFS				
COURANTS				
Trésorerie		– \$	– \$	4 854 \$
Clients et autres débiteurs		218 064	203 949	191 744
Actifs sur contrat		21 687	19 329	22 319
Stocks		354 010	313 240	273 933
Dépôts sur les stocks		9 357	6 874	19 407
Charges payées d'avance		5 693	4 329	5 463
Instruments dérivés		946	–	553
		609 757	547 721	518 273
NON COURANTS				
Équipement de location	4	64 192	61 257	58 106
Immobilisations corporelles	5	42 143	43 934	45 658
Goodwill et immobilisations incorporelles		44 008	41 905	41 205
Actifs d'impôt différé		290	–	3 802
		150 633	147 096	148 771
		760 390 \$	694 817 \$	667 044 \$
PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES				
COURANTS				
Dette bancaire		11 075 \$	1 724 \$	– \$
Créditeurs et charges à payer	6	241 530	229 458	232 715
Provisions		4 272	6 043	5 839
Dividendes à payer		4 886	4 876	4 956
Impôt sur le résultat à payer		8 403	667	2 287
Obligations au titre des contrats de location- financement	7	3 664	3 790	3 701
Instruments dérivés		–	396	–
		273 830	246 954	249 498
NON COURANTS				
Provisions		3 382	2 150	2 305
Passifs d'impôt différé		–	2 009	–
Avantages du personnel		8 663	8 545	8 106
Autres passifs		219	435	1 118
Obligations au titre des contrats de location- financement	7	5 013	5 721	5 154
Dette à long terme	8	168 845	143 667	121 952
		186 122	162 527	138 635
CAPITAUX PROPRES				
Capital social	9	176 229	175 863	178 764
Surplus d'apport		12 092	10 455	7 137
Résultats non distribués		111 573	99 312	92 908
Cumul des autres éléments du résultat global		544	(294)	102
Total des capitaux propres		300 438	285 336	278 911
		760 390 \$	694 817 \$	667 044 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers intermédiaires consolidés résumés non audités.

C O R P O R A T I O N W A J A X
É T A T S C O N S O L I D É S R É S U M É S D U
R É S U L T A T N E T

		Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
		2018	2017 Données retraitées (note 3)	2018	2017 Données retraitées (note 3)
(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action, non audité)	Note				
Produits	12	382 728 \$	325 945 \$	725 453 \$	645 375 \$
Coût des ventes		311 061	263 018	587 432	521 581
Marge brute		71 667	62 927	138 021	123 794
Frais de vente et d'administration		51 662	49 905	100 661	99 454
Coûts de restructuration et autres coûts connexes (recouvrements)		1 256	(315)	3 256	(315)
Bénéfice avant charges financières et impôt sur le résultat		18 749	13 337	34 104	24 655
Charges financières		1 956	2 642	3 680	5 180
Bénéfice avant impôt sur le résultat		16 793	10 695	30 424	19 475
Charge d'impôt sur le résultat	13	4 638	2 948	8 401	5 417
Bénéfice net		12 155 \$	7 747 \$	22 023 \$	14 058 \$
Résultat de base par action	14	0,62 \$	0,40 \$	1,13 \$	0,71 \$
Résultat dilué par action	14	0,60 \$	0,38 \$	1,09 \$	0,69 \$

C O R P O R A T I O N W A J A X
É T A T S C O N S O L I D É S R É S U M É S D U
R É S U L T A T G L O B A L

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2018	2017 Données retraitées (note 3)	2018	2017 Données retraitées (note 3)
(en milliers de dollars canadiens, non audité)				
Bénéfice net	12 155 \$	7 747 \$	22 023 \$	14 058 \$
Éléments qui peuvent être reclassés en résultat ultérieurement (Profits) pertes sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie au cours de périodes antérieures, reclassées aux charges financières au cours de la période, après charge d'impôt de 72 \$ (5 \$ en 2017) et depuis l'ouverture de l'exercice, après recouvrement d'impôt de 17 \$ (charge d'impôt de 30 \$ en 2017)				
	(196)	(15)	45	(81)
Profits (pertes) sur les instruments dérivés en cours à la clôture de la période et désignés comme couvertures de flux de trésorerie, après charge d'impôt de 98 \$ (recouvrement d'impôt de 197 \$ en 2017) et depuis l'ouverture de l'exercice, après charge d'impôt de 292 \$ (recouvrement d'impôt de 198 \$ en 2017)				
	265	(534)	793	(537)
Autres éléments du résultat global, après impôt	69	(549)	838	(618)
Résultat global total	12 224 \$	7 198 \$	22 861 \$	13 440 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers intermédiaires consolidés résumés non audités.

C O R P O R A T I O N W A J A X
É T A T S C O N S O L I D É S R É S U M É S D E S
V A R I A T I O N S D E S C A P I T A U X P R O P R E S

Pour le semestre clos le 30 juin 2018 (en milliers de dollars canadiens, non audité)	Note	Capital social	Surplus d'apport	Résultats non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global	Total
					Couvertures de flux de trésorerie	
31 décembre 2017 (données retraitées)	3	175 863 \$	10 455	99 312	(294)	285 336 \$
Bénéfice net		–	–	22 023	–	22 023
Autres éléments du résultat global		–	–	–	838	838
Total du résultat global pour la période		–	–	22 023	838	22 861
Actions émises au titre du règlement des régimes de rémunération fondée sur des actions	11	366	(366)	–	–	–
Dividendes déclarés	10	–	–	(9 762)	–	(9 762)
Charge de rémunération fondée sur des actions	11	–	2 003	–	–	2 003
30 juin 2018		176 229 \$	12 092	111 573	544	300 438 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers intermédiaires consolidés résumés non audités.

C O R P O R A T I O N W A J A X
É T A T S C O N S O L I D É S R É S U M É S D E S
V A R I A T I O N S D E S C A P I T A U X P R O P R E S

Pour le semestre clos le 30 juin 2017 (en milliers de dollars canadiens, non audité)	Note	Capital social	Surplus d'apport	Résultats non distribués Données retraitées (note 3)	Cumul des autres éléments du résultat global	Total Données retraitées (note 3)
					Couvertures de flux de trésorerie	
31 décembre 2016 (données présentées)		178 764 \$	7 137	90 812	102	276 815 \$
Incidence de l'adoption de l'IFRS 15	3	—	—	2 096	—	2 096
1 ^{er} janvier 2017 (données retraitées)	3	178 764	7 137	92 908	102	278 911
Bénéfice net (données retraitées)		—	—	14 058	—	14 058
Autres éléments du résultat global		—	—	—	(618)	(618)
Total du résultat global pour la période		—	—	14 058	(618)	13 440
Actions rachetées et détenues en fiducie		(2 901)	—	(4 598)	—	(7 499)
Dividendes déclarés	10	—	—	(9 832)	—	(9 832)
Charge de rémunération fondée sur des actions	11	—	1 729	—	—	1 729
30 juin 2017		175 863 \$	8 866	92 536	(516)	276 749 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers intermédiaires consolidés résumés non audités.

C O R P O R A T I O N W A J A X
T A B L E A U X C O N S O L I D É S R É S U M É S D E S
F L U X D E T R É S O R E R I E

(en milliers de dollars canadiens, non audité)	Note	Trimestres clos les		Semestres clos les	
		2018	2017	2018	2017
			Données retraitées (note 3)		Données retraitées (note 3)
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION					
Bénéfice net		12 155 \$	7 747 \$	22 023 \$	14 058 \$
Éléments sans incidence sur les flux de trésorerie					
Amortissement					
Équipement de location		3 712	3 383	7 050	6 678
Immobilisations corporelles		2 026	1 977	3 848	3 949
Immobilisations incorporelles		166	142	515	284
(Profit) perte sur la sortie d'immobilisations corporelles	5	(42)	35	(1 195)	46
Charge de rémunération fondée sur des actions	11	1 091	925	2 003	1 729
Charge de location sans effet sur la trésorerie		(38)	5	(32)	179
Charge au titre des avantages du personnel après paiements		4	63	118	161
Variation de la juste valeur des instruments dérivés servant à des fins autres que de couverture		(12)	239	(116)	262
Charges financières		1 956	2 642	3 680	5 180
Charge d'impôt sur le résultat	13	4 638	2 948	8 401	5 417
		25 656	20 106	46 295	37 943
Variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement lié aux activités d'exploitation					
	15	(23 633)	(7 511)	(44 587)	(17 628)
Entrées d'équipement de location	4	(10 566)	(3 139)	(15 990)	(6 497)
Autres passifs non courants		1 134	15	1 016	(569)
Charges financières payées		(2 085)	(4 408)	(3 709)	(4 889)
Impôt sur le résultat payé		(1 528)	(1 299)	(3 273)	(4 517)
(Sorties) entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation		(11 022)	3 764	(20 248)	3 843
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT					
Entrées d'immobilisations corporelles	5	(449)	(627)	(1 399)	(1 121)
Produit de la sortie d'immobilisations corporelles	5	170	563	1 745	623
Entrées d'immobilisations incorporelles		(1 306)	(10)	(2 618)	(17)
Sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement		(1 585)	(74)	(2 272)	(515)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT					
Augmentation nette de l'emprunt bancaire	8	21 000	—	25 000	—
Actions ordinaires rachetées et détenues en fiducie	9	—	(5 281)	—	(7 499)
Paiements au titre de contrats de location-financement	7	(1 128)	(1 034)	(2 041)	(2 045)
Règlement d'instruments dérivés servant à des fins autres que de couverture		(38)	(27)	(38)	10
Dividendes payés		(4 876)	(4 956)	(9 752)	(9 912)
Entrées (sorties) de trésorerie liées aux activités de financement		14 958	(11 298)	13 169	(19 446)
Variation de la trésorerie et de la dette bancaire		2 351	(7 608)	(9 351)	(16 118)
(Dette bancaire) trésorerie à l'ouverture de la période		(13 426)	(3 656)	(1 724)	4 854
Dette bancaire à la clôture de la période		(11 075) \$	(11 264) \$	(11 075) \$	(11 264) \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers intermédiaires consolidés résumés non audités.

C O R P O R A T I O N W A J A X
N O T E S A F F É R E N T E S A U X É T A T S F I N A N C I E R S
C O N S O L I D É S R É S U M É S

30 JUIN 2018

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions et les données par action, non audité)

1. PROFIL DE LA SOCIÉTÉ

Corporation Wajax (la « Société ») est constituée au Canada. Le siège social de la Société est situé au 2250, Argentinia Road, à Mississauga (Ontario) au Canada. La Société exploite un système de distribution intégré dont les activités incluent des services de vente et de pièces et du soutien technique à une grande variété de clients de secteurs d'activité qui reflètent la diversité de l'économie canadienne, notamment le transport, l'exploitation forestière, les secteurs industriel et commercial, la construction, les sables bitumineux, l'exploitation minière, le traitement des métaux, le secteur public et les services publics et le pétrole et le gaz naturel.

2. BASE D'ÉTABLISSEMENT

Déclaration de conformité

Les présents états financiers intermédiaires consolidés résumés non audités ont été établis selon la Norme comptable internationale (« IAS ») 34, *Information financière intermédiaire* et ne comprennent pas toutes les informations à fournir dans des états financiers consolidés complets. Par conséquent, ils devraient être lus en parallèle avec les états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2017. Les principales méthodes comptables correspondent aux méthodes comptables présentées dans les derniers états financiers consolidés audités, à l'exception de ce qui a été mentionné à la note 3.

La publication des présents états financiers intermédiaires consolidés résumés non audités a été approuvée par le conseil d'administration en date du 9 août 2018.

3. CHANGEMENT DE MÉTHODES COMPTABLES

Normes comptables adoptées au cours de la période

IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* – Le 1^{er} janvier 2018, la Société a adopté la norme IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*. La norme fournit un modèle unique qui s'applique aux contrats conclus avec des clients et deux méthodes de comptabilisation des produits : à un moment précis ou au fil du temps. Le modèle comporte une analyse des transactions en cinq étapes sur une base contractuelle pour déterminer si les produits doivent être comptabilisés, ainsi que le montant et le moment de la comptabilisation. De nouvelles estimations et des seuils nécessitant l'exercice du jugement ont été présentés, ce qui peut avoir une incidence sur le calendrier des produits comptabilisés.

La Société a comptabilisé les produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients selon les cinq étapes de l'IFRS 15 qui suivent :

1. identifier le contrat conclu avec le client;
2. identifier les obligations de prestation prévues au contrat;
3. déterminer le prix de la transaction, soit la contrepartie totale versée par le client;
4. répartir le prix de la transaction entre les obligations de prestation prévues au contrat sur la base de leurs justes valeurs relatives;
5. comptabiliser les produits lorsque les critères de comptabilisation pertinents sont satisfaits pour chaque unité (à un moment précis ou au fil du temps).

Les produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients sont comptabilisés pour chaque obligation de prestation à mesure que le contrôle est transféré au client comme suit :

Type de produits	Détermination du moment où les obligations de prestation sont remplies
Ventes d'équipement	
• Ventes au détail	À la date à laquelle il y a transfert du contrôle de l'équipement au client selon les conditions d'expédition.
• Contrats de construction	Du fait du transfert du contrôle dans le temps, les produits sont comptabilisés selon le degré d'avancement dans l'exécution de l'obligation de prestation. La Société utilise habituellement la méthode du coût engagé pour évaluer la mesure dans laquelle ses contrats sont remplis puisqu'elle rend mieux compte du transfert d'un actif à un client, lequel a lieu lorsque les coûts sont engagés au titre du contrat.
Pièces industrielles	À la date à laquelle il y a transfert du contrôle du produit au client selon les conditions d'expédition.
Service après-vente	Du fait du transfert du contrôle dans le temps, les produits sont comptabilisés selon le degré d'avancement dans l'exécution de l'obligation de prestation. La Société utilise habituellement la méthode du coût engagé pour évaluer la mesure dans laquelle ses contrats sont remplis puisqu'elle rend mieux compte du transfert d'un actif à un client, lequel a lieu lorsque les coûts sont engagés au titre du contrat.
Autres	Du fait du transfert du contrôle dans le temps, les produits sont comptabilisés selon le degré d'avancement dans l'exécution de l'obligation de prestation. La Société utilise habituellement la méthode du coût engagé pour évaluer la mesure dans laquelle ses contrats sont remplis puisqu'elle rend mieux compte du transfert d'un actif à un client, lequel a lieu lorsque les coûts sont engagés au titre du contrat.

Le prix de transaction est habituellement le montant stipulé au contrat. Certains contrats peuvent faire l'objet de remises, lesquelles sont estimées et comprises dans le prix de transaction.

La modification suivante a donné lieu à un ajustement attribuable à l'adoption de l'IFRS 15 :

- la méthode de comptabilisation des produits au titre du service après-vente et des autres services changera pour une méthode au fil du temps, plutôt que la méthode à un moment précis qui était utilisée par le passé, afin de mieux refléter la performance lors du transfert du contrôle des services de réparation. La comptabilisation des produits au titre des commandes de services incomplètes, exige d'exercer un jugement pour estimer le prix de transaction et la marge qui seront ultérieurement réalisés.

La Société a choisi d'utiliser la méthode de l'application rétrospective et elle a comptabilisé l'ajustement cumulatif du changement comptable dans les résultats non distribués au 1^{er} janvier 2017 et elle a retraité les chiffres des périodes comparatives de la situation financière et des états du résultat net de 2017. La Société a choisi d'utiliser une mesure de simplification au moment de retraiter ses résultats annuels, de ne pas présenter le montant du prix de transaction affecté aux obligations de prestation qu'il reste à remplir et de ne pas fournir d'explication précisant quand elle s'attend à comptabiliser ce montant en produits.

L'incidence de l'adoption de l'IFRS 15 sur les états consolidés résumés de la situation financière est la suivante :

	Données présentées initialement au 31 décembre 2016	Ajustement selon l'IFRS 15	Données retraitées au 1 ^{er} janvier 2017
Clients et autres débiteurs	194 613 \$	(2 869) \$	191 744 \$
Actifs sur contrat	7 095 \$	15 224 \$	22 319 \$
Stocks	283 421 \$	(9 488) \$	273 933 \$
Actifs d'impôt différé	4 573 \$	(771) \$	3 802 \$
Résultats non distribués	90 812 \$	2 096 \$	92 908 \$

	Données présentées initialement au 31 décembre 2017	Ajustement selon l'IFRS 15	Données retraitées au 31 décembre 2017
Clients et autres débiteurs	207 353 \$	(3 404) \$	203 949 \$
Actifs sur contrat	4 128 \$	15 201 \$	19 329 \$
Stocks	322 778 \$	(9 538) \$	313 240 \$
Passifs d'impôt différé	1 401 \$	608 \$	2 009 \$
Résultats non distribués	97 661 \$	1 651 \$	99 312 \$

L'incidence de l'adoption de l'IFRS 15 sur les états consolidés résumés du résultat net pour le trimestre clos le 30 juin 2017 est la suivante :

	Données présentées initialement	Ajustement selon l'IFRS 15	Données retraitées
Produits	325 312 \$	633 \$	325 945 \$
Coût des ventes	262 652 \$	366 \$	263 018 \$
Charge d'impôt sur le résultat	2 876 \$	72 \$	2 948 \$
Résultat net	7 552 \$	195 \$	7 747 \$
Résultat de base par action	0,39 \$	0,01 \$	0,40 \$
Résultat dilué par action	0,37 \$	0,01 \$	0,38 \$

L'incidence de l'adoption de l'IFRS 15 sur les états consolidés résumés du résultat net pour le semestre clos le 30 juin 2017 est la suivante :

	Données présentées initialement	Ajustement selon l'IFRS 15	Données retraitées
Produits	643 699 \$	1 676 \$	645 375 \$
Coût des ventes	520 273 \$	1 308 \$	521 581 \$
Charge d'impôt sur le résultat	5 318 \$	99 \$	5 417 \$
Résultat net	13 789 \$	269 \$	14 058 \$
Résultat de base par action	0,70 \$	0,01 \$	0,71 \$
Résultat dilué par action	0,68 \$	0,01 \$	0,69 \$

IFRS 9 Le 1^{er} janvier 2018, la Société a adopté l'IFRS 9, *Instruments financiers* de manière rétrospective et elle n'a pas retraité les chiffres des périodes comparatives. La norme comprend des directives révisées sur le classement et l'évaluation des actifs financiers, y compris la dépréciation et un nouveau modèle relativement aux règles générales de comptabilité de couverture. L'IFRS 9 conserve en grande partie les exigences de comptabilisation actuelles des passifs financiers, à l'exception de la comptabilisation des modifications non considérables des passifs financiers et du traitement comptable de la variation de la juste valeur attribuable aux modifications de son propre risque de crédit au titre des passifs financiers qui sont désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net.

Classement et évaluation L'IFRS 9 comprend une nouvelle approche à l'égard du classement et de l'évaluation des actifs financiers qui tient compte du modèle économique au sein duquel les actifs sont gérés et des caractéristiques de leur flux de trésorerie. Les actifs financiers sont classés et évalués selon trois catégories : coût amorti, juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (« JVAÉRG ») et juste valeur par le biais du résultat net (« JVRN »). Les passifs financiers sont classés et évalués selon deux catégories : coût amorti et JVRN. Aux termes de l'IFRS 9, les dérivés incorporés dans des contrats avec des actifs financiers hôtes à l'intérieur du champ d'application de la nouvelle norme ne sont pas séparés, mais l'évaluation de l'instrument financier hybride dans son intégralité permet de déterminer son classement. L'application des nouvelles exigences de classement aux termes de l'IFRS 9 n'a donné lieu à aucune modification importante des évaluations ou des valeurs comptables des actifs et passifs financiers. Le tableau qui suit résume l'incidence sur le classement attribuable à l'adoption de l'IFRS 9.

Actif/passif	Classement selon l'IAS 39	Classement selon l'IFRS 9
Trésorerie	Prêts et créances	Coût amorti
Clients et autres débiteurs	Prêts et créances	Coût amorti
Instruments dérivés	JV s'il s'agit d'un instrument de couverture, ou détenu à des fins de transaction	JV s'il s'agit d'un instrument de couverture, ou à la JVRN de façon obligatoire
Dette bancaire	Autres passifs	Coût amorti
Créditeurs et charges à payer	Autres passifs	Coût amorti
Dividendes à payer	Autres passifs	Coût amorti
Autres passifs	Autres passifs	Coût amorti
Dette à long terme	Autres passifs	Coût amorti

Dépréciation L'IFRS 9 remplace le modèle fondé sur les pertes subies préconisé dans l'IAS 39 par un modèle prospectif fondé sur les pertes sur créances attendues. Le modèle fondé sur les pertes sur créances attendues exige l'exercice du jugement, y compris la prise en compte de l'incidence des changements intervenus dans les facteurs économiques sur les pertes sur créances attendues, qui sera déterminée selon des pondérations probabilistes. Le nouveau modèle de dépréciation s'applique, chaque date de clôture, aux actifs financiers de la Société évalués au coût amorti et aux actifs sur contrat.

La Société a appliqué une mesure de simplification pour déterminer les pertes sur créances attendues au titre des clients et autres débiteurs au moyen d'une matrice de calcul fondée sur son historique des pertes de crédit ajustée pour tenir compte de l'information sur la conjoncture économique et les prévisions de la conjoncture économique à venir visant à estimer la durée de vie des pertes sur créances attendues. Les modèles des pertes sur créances attendues appliqués aux autres actifs financiers et actifs sur contrat exigent également d'exercer un jugement, de poser des hypothèses et d'effectuer des estimations sur les variations des risques de crédit, les prévisions de la conjoncture économique à venir et l'information historique sur la qualité de crédit de l'actif financier. La matrice de calcul et les autres modèles fondés sur les pertes sur créances attendues appliqués lors de l'adoption de l'IFRS 9 n'ont eu aucune incidence significative sur les actifs financiers de la Société.

Les pertes de valeur sont comptabilisées dans les charges générales et administratives, la valeur comptable de l'actif financier ou de l'actif sur contrat étant réduite au moyen des comptes de correction de valeur.

Règles générales de comptabilité de couverture La Société a choisi d'appliquer les nouvelles règles générales de comptabilité de couverture de l'IFRS 9. L'IFRS 9 impose à la Société que ses relations de couverture soient harmonisées avec ses objectifs et stratégies de gestion des risques et qu'elle applique un modèle plus qualitatif et prospectif pour évaluer l'efficacité d'une couverture. La stratégie de gestion des risques de la Société est présentée dans son rapport annuel 2017. Toutes les relations de couverture désignées selon l'IAS 39 au 31 décembre 2017 respectaient les critères de comptabilité de couverture aux termes de l'IFRS 9 au 1^{er} janvier 2018 et sont par conséquent considérées comme des relations de couverture maintenues. Aux termes de l'IFRS 9, en ce qui concerne les couvertures de flux de trésorerie liées au risque de change relativement aux achats de stocks prévus, les montants accumulés dans la réserve au titre des couvertures de flux de trésorerie sont compris directement dans le coût initial des stocks lorsqu'ils sont comptabilisés. L'adoption de la norme n'a pas eu d'autre incidence sur les ententes de couverture de la Société.

Nouvelles normes et interprétations n'ayant pas encore été adoptées

Le 1^{er} janvier 2019, la Société devra adopter l'IFRS 16, *Contrats de location*. Cette nouvelle norme prescrit l'utilisation d'un modèle unique de comptabilisation des contrats de location pour le preneur aux termes duquel tous les contrats de location dont la durée est de plus de 12 mois devront être comptabilisés à l'état de la situation financière par la voie de la comptabilisation d'un actif au titre du droit d'utilisation et d'une obligation locative. Le modèle comporte la comptabilisation du total de la charge locative en début de période au moyen d'une combinaison d'amortissement et d'intérêts. La comptabilisation pour le bailleur demeure similaire aux exigences actuelles. Les contrats de location à long terme de la Société sont principalement liés à la location d'immeubles. La nouvelle norme donnera lieu à une hausse significative des actifs au titre du droit d'utilisation et des obligations locatives, mais l'incidence sur le résultat n'a pas encore été estimée.

4. ÉQUIPEMENT DE LOCATION

La Société a acquis de l'équipement de location d'un coût de 10 566 \$ au cours du trimestre (3 139 \$ en 2017) et de 15 990 \$ depuis l'ouverture de l'exercice (6 497 \$ en 2017). De l'équipement dont la valeur comptable s'est élevée à 507 \$ au cours du trimestre (31 \$ en 2017) et à 573 \$ depuis l'ouverture de l'exercice (31 \$ en 2017) a été viré des stocks à l'équipement de location. De l'équipement dont la valeur comptable s'est élevée à 2 092 \$ au cours du trimestre (729 \$ en 2017) et à 6 578 \$ depuis l'ouverture de l'exercice (1 346 \$ en 2017) a été viré de l'équipement de location aux stocks.

5. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

La Société a acquis des immobilisations corporelles d'un coût de 449 \$ au cours du trimestre (627 \$ en 2017) et de 1 399 \$ depuis l'ouverture de l'exercice (1 121 \$ en 2017). La sortie d'actifs d'une valeur comptable de 128 \$ au cours du trimestre (598 \$ en 2017) et de 550 \$ depuis l'ouverture de l'exercice (669 \$ en 2017) a donné lieu à un profit sur la sortie de 42 \$ au cours du trimestre (perte sur la sortie de 35 \$ en 2017) et de 1 195 \$ depuis l'ouverture de l'exercice (perte sur la sortie de 46 \$ en 2017).

6. CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

	30 juin 2018	31 décembre 2017
Fournisseurs	130 028 \$	114 923 \$
Passifs sur contrat	189	1 005
Autres produits différés	16 147	16 941
Charges à payer à des fournisseurs avec des délais de paiement plus longs	47 303	36 119
Salaires, primes et primes incitatives	20 428	29 577
Charges à payer au titre de la restructuration	1 347	468
Charges à payer	26 088	30 425
Total des créditeurs et charges à payer	241 530 \$	229 458 \$

7. OBLIGATIONS AU TITRE DES CONTRATS DE LOCATION-FINANCEMENT

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2018	2017	2018	2017
Solde à l'ouverture de la période	8 879 \$	8 164 \$	9 511 \$	8 855 \$
Changements issus des flux de trésorerie de financement				
Paielements au titre de contrats de location-financement	(1 128)	(1 034)	(2 041)	(2 045)
Autres changements				
Nouveaux contrats de location-financement	926	444	1 207	764
Solde à la clôture de la période	8 677 \$	7 574 \$	8 677 \$	7 574 \$

8. DETTE À LONG TERME

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2018	2017	2018	2017
Solde à l'ouverture de la période	147 755 \$	122 136 \$	143 667 \$	121 952 \$
Changements issus des flux de trésorerie de financement				
Produit net d'emprunt	21 000	—	25 000	—
Autres changements				
Amortissement des coûts de transaction inscrits à l'actif	90	188	178	372
Solde à la clôture de la période	168 845 \$	122 324 \$	168 845 \$	122 324 \$

9. CAPITAL SOCIAL

		Nombre d'actions ordinaires	Montant
Émises et en circulation au 31 décembre 2017		20 026 819	180 572 \$
Actions ordinaires émises au titre du règlement des régimes de rémunération fondée sur des actions	11	40 843	366
Émises et en circulation au 30 juin 2018		20 067 662	180 938 \$
Actions détenues en fiducie au 31 décembre 2017 et au 30 juin 2018		(522 712)	(4 709)
Émises et en circulation, déduction faite des actions détenues en fiducie, au 30 juin 2018		19 544 950	176 229 \$

		Nombre d'actions ordinaires	Montant
Émises et en circulation au 31 décembre 2016 et au 30 juin 2017		20 026 819	180 572 \$
Actions détenues en fiducie au 31 décembre 2016		(200 968)	(1 808)
Rachetées pour règlement futur de certains régimes de rémunération à base d'actions		(321 744)	(2 901)
Actions détenues en fiducie au 30 juin 2017		(522 712)	(4 709)
Émises et en circulation, déduction faite des actions détenues en fiducie, au 30 juin 2017		19 504 107	175 863 \$

10. DIVIDENDES DÉCLARÉS

Au cours du trimestre clos le 30 juin 2018, la Société a déclaré des dividendes en trésorerie de 0,25 \$ par action ou 4 886 \$ (dividendes de 0,25 \$ par action ou 4 876 \$ en 2017).

Depuis l'ouverture de l'exercice, la Société a déclaré des dividendes en trésorerie de 0,50 \$ par action ou 9 762 \$ (dividendes de 0,50 \$ par action ou 9 832 \$ en 2017).

Le 9 août 2018, la Société a déclaré un dividende de 0,25 \$ par action ou de 4 886 \$ pour le troisième trimestre de 2018.

11. RÉGIMES DE RÉMUNÉRATION FONDÉE SUR DES ACTIONS

La Société compte quatre régimes de rémunération fondée sur des actions : le régime d'actionnariat de Wajax (le « RA »), le régime d'unités d'actions différées des administrateurs (le « RUADA »), le régime d'encouragement à moyen terme à l'intention des membres de la haute direction (le « REMT ») et le régime d'unités d'actions différées (le « RUAD »).

a) Régimes de droits visant des actions propres

La Société a comptabilisé des coûts de rémunération de 139 \$ au cours du trimestre (141 \$ en 2017) et de 289 \$ depuis l'ouverture de l'exercice (318 \$ en 2017) à l'égard du RA et du RUADA. Les unités suivantes au titre des régimes sont en circulation :

	Semestre clos le 30 juin 2018		Semestre clos le 30 juin 2017	
	Nombre de droits	Juste valeur au moment de l'attribution	Nombre de droits	Juste valeur au moment de l'attribution
Droits en cours à l'ouverture de l'exercice	388 983	6 524 \$	345 458	5 935 \$
Attribution de la période – nouvelles attributions	11 746	289	13 502	300
– équivalents de dividende	8 155	–	7 719	–
Réglés au cours de la période	(40 843)	(366)	–	–
Droits en cours à la clôture de la période	368 041	6 447 \$	366 679	6 235 \$

Au 30 juin 2018 et au 30 juin 2017, la totalité des droits visant des actions étaient acquis.

b) Régimes de droits visant des actions achetées sur le marché

La Société a comptabilisé des coûts de rémunération de 952 \$ pour le trimestre (784 \$ en 2017) et de 1 714 \$ depuis l'ouverture de l'exercice (1 411 \$ en 2017) à l'égard de ces régimes. Les UAI et les UAR suivantes au titre des régimes sont en circulation :

	Semestre clos le 30 juin 2018		Semestre clos le 30 juin 2017	
	Nombre de droits	Juste valeur au moment de l'attribution	Nombre de droits	Juste valeur au moment de l'attribution
Droits en cours à l'ouverture de l'exercice	498 440	9 424 \$	315 916	5 211 \$
Attribution de la période – nouvelles attributions	202 166	5 653	211 940	5 223
– équivalents de dividende	12 421	–	8 767	–
Renonciations	(40 550)	(803)	(11 361)	(204)
Droits en cours à la clôture de la période	672 477	14 274 \$	525 262	10 230 \$

Au 30 juin 2018 et au 30 juin 2017, aucune UAI ou UAR n'a été acquise.

c) Régimes de droits réglés en trésorerie

La Société a enregistré des coûts de rémunération de 7 \$ au cours du trimestre (133 \$ en 2017) et un recouvrement de rémunération de 26 \$ depuis l'ouverture de l'exercice (207 \$ en 2017) en ce qui a trait au volet du REMT et du RUAD fondé sur des actions à l'égard d'attributions antérieures à mars 2016. La valeur comptable du volet fondé sur des actions de ces obligations s'est élevée à 210 \$ au 30 juin 2018 (1 125 \$ au 30 juin 2017).

12. VENTILATION DES PRODUITS

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2018	2017 Données retraitées (note 3)	2018	2017 Données retraitées (note 3)
Ventes d'équipement	144 642 \$	109 663 \$	268 895 \$	207 525 \$
Pièces industrielles	93 592	87 010	182 541	176 572
Service après-vente	120 298	108 416	225 987	219 689
Autres	15 315	13 240	31 243	25 543
Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients	373 847	318 329	708 666	629 329
Location d'équipement	8 881	7 616	16 787	16 046
Total	382 728 \$	325 945 \$	725 453 \$	645 375 \$

13. IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

La charge d'impôt inclut l'impôt exigible et l'impôt différé suivants :

Pour les semestres clos les 30 juin	2018	2017 Données retraitées (note 3)
Impôt exigible	11 009 \$	2 814 \$
Impôt différé – naissance et résorption des différences temporaires	(2 608)	2 603
Charge d'impôt sur le résultat	8 401 \$	5 417 \$

Le calcul de l'impôt exigible est fondé sur un taux d'impôt fédéral et provincial combiné prévu par la loi de 26,9 % (26,9 % en 2017). Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt qui devraient s'appliquer à la période au cours de laquelle l'actif est réalisé ou le passif est réglé. Les actifs et passifs d'impôt différé ont été évalués en utilisant un taux d'impôt attendu moyen combiné qui est prévu par la loi de 26,9 % d'après les taux d'impôt en vigueur au cours des années d'imposition où les différences temporaires sont censées se résorber.

Le rapprochement du taux d'impôt effectif s'établit comme suit :

Pour les semestres clos les 30 juin	2018	2017 Données retraitées (note 3)
Taux d'impôt combiné prévu par la loi	26,9 %	26,9 %
Charge d'impôt attendue aux taux prévus par la loi	8 184 \$	5 239 \$
Charges non déductibles	257	248
Autres	(40)	(70)
Charge d'impôt sur le résultat	8 401 \$	5 417 \$

14. RÉSULTAT PAR ACTION

Le tableau suivant présente le calcul du résultat de base par action et du résultat dilué par action :

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2018	2017 Données retraitées (note 3)	2018	2017 Données retraitées (note 3)
Numérateur du résultat de base par action et du résultat dilué par action :				
– bénéfice net	12 155 \$	7 747 \$	22 023 \$	14 058 \$
Dénominateur du résultat de base par action :				
– nombre moyen pondéré d'actions, déduction faite des actions détenues en fiducie	19 517 436	19 601 269	19 510 808	19 709 348
Dénominateur du résultat dilué par action :				
– nombre moyen pondéré d'actions, déduction faite des actions détenues en fiducie	19 517 436	19 601 269	19 510 808	19 709 348
– effet dilutif des droits visant des actions	727 443	557 247	688 436	519 163
Dénominateur du résultat dilué par action	20 244 879	20 158 516	20 199 244	20 228 511
Résultat de base par action	0,62 \$	0,40 \$	1,13 \$	0,71 \$
Résultat dilué par action	0,60 \$	0,38 \$	1,09 \$	0,69 \$

Pour le trimestre, aucun droit visant des actions sans effet dilutif (aucun en 2017) n'a été exclu des calculs ci-dessus. Depuis l'ouverture de l'exercice, 38 296 droits visant des actions sans effet dilutif (38 729 en 2017) ont été exclus des calculs ci-dessus.

15. VARIATIONS DES ÉLÉMENTS HORS TRÉSORERIE DU FONDS DE ROULEMENT LIÉ AUX ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2018	2017 Données retraitées (note 3)	2018	2017 Données retraitées (note 3)
Clients et autres débiteurs	(17 612) \$	22 592 \$	(13 882) \$	23 619 \$
Actifs sur contrat	(4 967)	352	(2 358)	2 870
Stocks	(12 872)	(13 445)	(34 765)	(19 015)
Dépôts sur les stocks	(3 006)	5 715	(2 483)	12 050
Charges payées d'avance	(667)	343	(1 364)	(453)
Créditeurs et charges à payer	16 588	(23 103)	12 036	(36 383)
Provisions	(1 097)	35	(1 771)	(316)
Total	(23 633) \$	(7 511) \$	(44 587) \$	(17 628) \$

16. INFORMATIONS COMPARATIVES

Certaines informations comparatives ont été reclassées afin que leur présentation soit conforme à celle de l'exercice considéré.